



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 153 – 3^e trimestre 2012

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	12
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	13
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>14</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>16</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>16</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	17
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>17</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>17</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>18</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>18</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>19</i>
5. Risques sectoriels	20
6. Rappel des taux	22
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>22</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>22</i>
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>22</i>
6.4 <i>Taux effectifs pratiqués par les établissements de crédit</i>	<i>23</i>
6.5 <i>Taux de l'usure</i>	<i>23</i>
7. Monnaie fiduciaire	24
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>24</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>24</i>

1) La réforme du système de reporting financier à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) et son incidence sur l'établissement des statistiques monétaires

Le système **SURFI** (Système Unifié de Reporting Financier) est venu se substituer au système d'information **BAFI** (Base des Agents Financiers) à partir du mois de juin 2010, impliquant certaines modifications des statistiques monétaires : production de nouveaux états périodiques et introduction d'une nouvelle taxonomie notamment.

Cette réforme permet, au niveau de l'IEDOM, de mieux référencer les établissements de crédit ayant une activité d'octroi de prêts ou de collecte de dépôts dans les départements d'outre-mer, et d'avoir ainsi une meilleure connaissance des encours totaux de crédit et de collecte.

2) La modification des critères retenus pour différencier les établissements de crédit locaux et ceux non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Du fait de la réforme SURFI, plusieurs établissements de crédit, précédemment considérés comme non installés localement, sont désormais intégrés dans les établissements de crédit locaux, impliquant une forte augmentation de l'encours des crédits distribués localement. Il s'agit de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de Dexia-Crédit local de France, de l'Agence française de développement (AFD) et de la Casden-BP.

3) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

4) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et à la Banque Postale. Ils ne recensent donc pas la totalité des placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les actifs financiers sont regroupés par grand type d'agent économique. Autre nouveauté liée au passage à SURFI : les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, ou administrations privées) sont classées avec les « autres agents » (avec les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale). Jusqu'à présent, elles étaient classées avec les ménages, qui ne regroupent plus désormais que les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les entreprises enfin correspondent aux sociétés non financières.

5) Passifs financiers

Les passifs financiers sont présentés en deux temps : d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit implantés localement, et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient ou non installés localement.

Suite à l'élargissement du champ des établissements de crédits installés localement, les statistiques monétaires des crédits qu'ils octroient intègrent maintenant la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Dexia-Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD) et la Casden-BP. Parmi les établissements de crédit non installés localement demeurent la Banque européenne d'investissement (BEI), Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF, et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et EI selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale et les ISBSLM.

6) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif (de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM), les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur l'ensemble du territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM (départements et collectivités d'outre-mer). Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit (à partir d'un encours de 10 000 euros) ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros, transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

A partir de la centralisation des risques de mars 2012, les établissements de crédit appliquent un nouveau cahier des charges, qui se traduit par l'arrêt des déclarations des encours privés des entrepreneurs individuels. Seuls les encours liés à une activité professionnelle sont désormais recensés. Conséquences sur les chiffres : les encours des entrepreneurs individuels ne représentent plus que 1,8 % de l'encours total du SCR à fin mars 2012, contre 6,0 % à fin décembre 2011.

En raison du passage à SURFI, les séries historiques publiées à partir de juin 2010 (qu'il s'agisse des actifs ou des passifs financiers) s'écartent des séries publiées dans les précédentes éditions.

Au niveau des actifs financiers, l'intégration de la Casden-BP dans les établissements de crédit installés localement entraîne une hausse des encours des dépôts collectés de l'ordre d'une centaine de millions d'euros.

Au niveau des concours de caractère bancaire (passifs financiers), l'intégration de nouveaux établissements de crédit dans le champ des établissements installés localement (CDC, Dexia, AFD et Casden-BP) entraîne une hausse de plus de trois milliards d'euros des concours locaux. Ce reclassement est en revanche sans effet sur les concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit.

Enfin, le reclassement des ISBSLM entraîne le passage des lignes concernées dans les tableaux par agents des « ménages » vers les « autres agents ».

1. Synthèse

Synthèse internationale

Au troisième trimestre 2012, l'économie mondiale poursuit sa détérioration et les projections de croissance ont été revues à la baisse. Les indicateurs de l'activité et du chômage font état d'une économie toujours atone, et aucune amélioration notable n'apparaît. Dans les pays avancés, la croissance est maintenant trop faible pour faire reculer le chômage. La crise dans la zone euro apparaît toujours comme une menace pour les perspectives de l'économie mondiale.

Au troisième trimestre, la croissance économique aux États-Unis s'accélère par rapport au trimestre précédent (+ 0,5 % après + 0,3 %). La hausse du rythme de croissance s'explique toutefois essentiellement par la variation des stocks des entreprises.

Dans les pays d'Asie en développement, le produit intérieur brut réel devrait progresser de 7,25 % au second semestre de 2012. Le moteur principal est la Chine, où l'activité devrait profiter de l'accélération des approbations de projets publics dans les infrastructures. Le Japon fait face à un niveau de déficit élevé et d'endettement sans précédent et son produit intérieur brut recule de 0,9 % au troisième trimestre.

En dépit des mesures prises par les pouvoirs publics, la crise dans la zone euro s'est aggravée. Le rééquilibrage des budgets et la fragilité persistante du système financier freinent la croissance dans les pays avancés. Au troisième trimestre 2012, le produit intérieur brut de la zone euro baisse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent.

En France, la croissance reprend à un rythme faible au troisième trimestre (+ 0,2 % après - 0,1 %). Les dépenses de consommation des ménages rebondissent légèrement alors que l'investissement fléchit (- 0,2 % après + 0,5 %). Par ailleurs, le solde du commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,3 points) mais il est compensé par les variations de stocks qui contribuent négativement à l'évolution de l'activité (- 0,3 points). Avec 2,8 millions de personnes au chômage, le taux de chômage s'élève à 9,9 % au troisième trimestre en France hexagonale.

L'économie allemande est toujours en croissance mais son activité pâtit de la récession européenne (+ 0,2 % au troisième trimestre). Les dépenses privées et publiques ont progressé au troisième trimestre et le solde du commerce extérieur s'améliore. Le Portugal et la Grèce enregistrent au troisième trimestre une contraction de l'activité économique de respectivement 3,4 % et 7,2 % en rythme annuel.

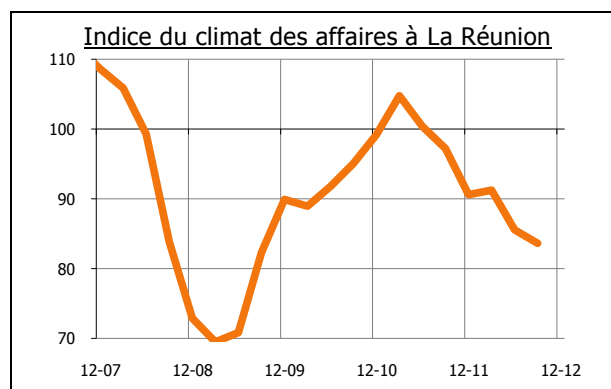
Dans les principaux pays émergents, la croissance auparavant vigoureuse ralentit également. La faiblesse de la croissance et l'incertitude dans les pays avancés ont des répercussions négatives sur les pays émergents et en développement et aggravent les faiblesses internes.

A fin octobre, le prix en dollar du baril de pétrole (Brent) a augmenté de 9,3 % sur trois mois. En revanche, le prix des matières premières s'inscrit à nouveau en baisse en octobre (- 4,3 % sur le mois).

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a indiqué qu'il estimait que des risques à la baisse continuaient de peser sur les perspectives économiques de la zone euro.

Une situation financière toujours contrastée à La Réunion

Dans un contexte économique national et international toujours incertain, l'indicateur du climat des affaires (ICA) continue à se dégrader au troisième trimestre 2012 (- 1,9 point). L'ICA s'établit désormais à 16,4 points en-deçà de sa moyenne de longue période. Le repli de l'indicateur est toutefois moins marqué qu'au trimestre précédent (- 5,7 points), en partie amorti par l'opinion des professionnels sur l'activité passée, les prévisions d'investissement et les effectifs futurs. A l'inverse, la trésorerie prévue et les charges futures pèsent négativement sur l'ICA. Les entrepreneurs réunionnais anticipent une activité encore moins favorable pour le quatrième trimestre.

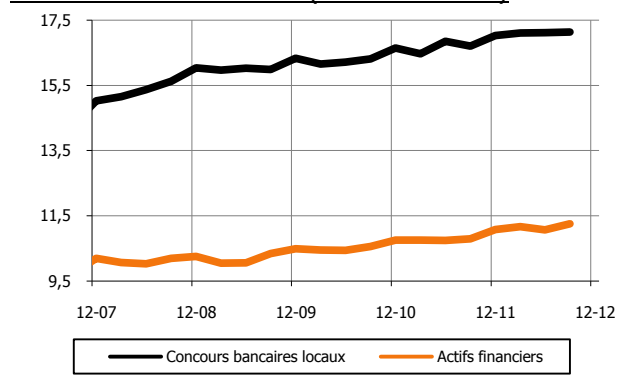


La légère baisse des prix à la consommation n'arrive pas à dynamiser la dépense des ménages, qui poursuit la diminution amorcée au deuxième trimestre. L'investissement reste mal orienté, traduisant toujours le manque de confiance des entrepreneurs. Les échanges avec le reste du monde se détériorent : les importations se contractent et les exportations reculent sous l'effet d'une baisse des exportations de produits agroalimentaires.

Dans ce contexte, les tensions sur le marché du travail s'intensifient encore, et le nombre de demandeurs d'emploi augmente à nouveau plus rapidement.

L'activité du système bancaire reste heurtée depuis le début de l'année 2012, alternant des phases de légère croissance puis de minime baisse des encours de crédits et de collecte.

Évolution comparée des dépôts collectés et des concours bancaires locaux (milliards d'euros)

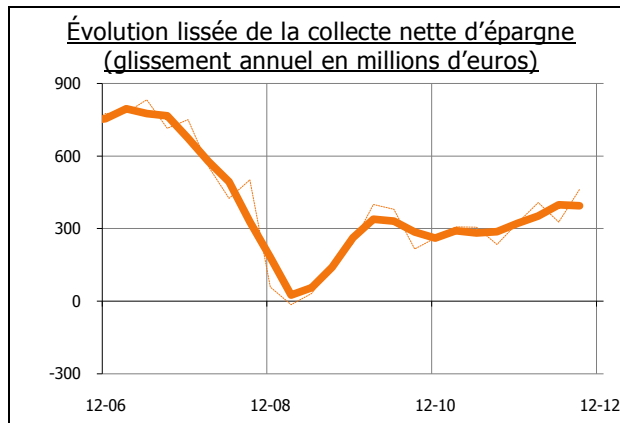


Le climat dans lequel interviennent les établissements de crédit de la place reste marqué par une surveillance accrue de leurs risques et par le maintien à un haut niveau des encours de créances douteuses et de l'effort de provisionnement.

Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises et des ménages restent mitigés (stabilisation du nombre de dossiers de surendettement déposés à un niveau élevé, diminution du nombre d'effets impayés).

Des actifs financiers en légère hausse au troisième trimestre 2012

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais progressent de 1,7 % entre juin et septembre 2012 (+ 183 millions d'euros), après une baisse de - 0,8 % au deuxième trimestre. Les actifs financiers totaux atteignent 11,3 milliards d'euros, en progression de 4,3 % en glissement annuel.



Le niveau de collecte nette annuelle d'épargne supplémentaire à fin septembre 2012 (463 millions d'euros) s'inscrit à son plus haut niveau depuis l'éclatement de la crise financière. Il faut remonter à septembre 2008 pour enregistrer une croissance de la collecte nette d'épargne plus importante.

Les différents types d'actifs financiers s'inscrivent en progression sur le troisième trimestre 2012. **Les dépôts à vue** progressent de 86 millions d'euros entre juin et septembre (soit + 2,5 %, après - 1,0 % au trimestre précédent). Ils bénéficient notamment de la forte reprise des dépôts à vue détenus par les entreprises (+ 5,1 %, soit + 61 M€ au troisième trimestre, contre - 8,8 % trimestre précédent). Les dépôts à vue des ménages progressent pour leur part de 1,9 % entre juin et septembre (+ 35 M€), tandis que ceux des autres agents économiques reculent de 3,1 % (- 10 M€). En glissement annuel, les dépôts à vue progressent globalement de 109 millions d'euros (+ 3,2 %).

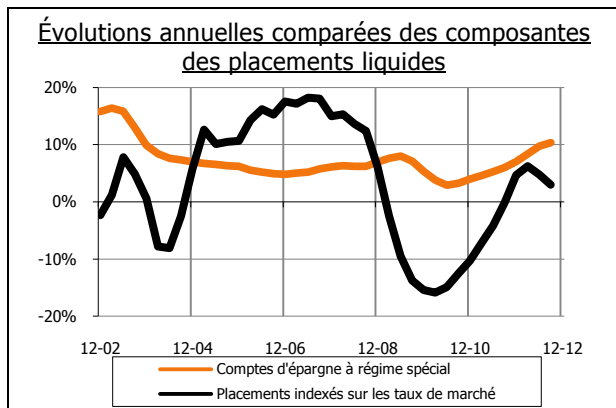
Les placements liquides s'inscrivent également en hausse au troisième trimestre 2012, mais de manière plus limitée (+ 0,8 %, soit + 32 millions d'euros) après une baisse au trimestre précédent (- 0,7 %).

Ce ralentissement s'explique essentiellement par les placements indexés sur les taux de marché, qui baissent de 2,4 % au troisième trimestre, tandis que les comptes sur livret continuent à progresser (+ 2,4 %).

Les comptes sur livrets (ou comptes d'épargne à régime spécial) bénéficient essentiellement de la hausse de la collecte des livrets ordinaires (+ 3,8 %, soit + 38 M€) et des livrets A (+ 2,5 %, soit + 24 M€). Inversement, les plus fortes baisses concernent les placements indexés au taux de marché, comme les comptes créditeurs à terme (- 2,0 %, soit - 13 M€), les bons de caisse (- 34,5 %, soit - 6 M€) et les certificats de dépôt (- 3,0 %, soit - 9 M€).

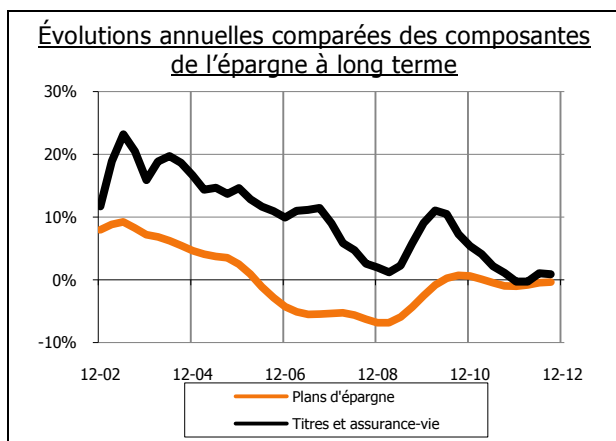
En glissement annuel toutefois, les placements liquides s'inscrivent en hausse rapide (+ 6,9 % soit + 255 millions d'euros).

Comme au trimestre précédent, seuls les placements liquides des « sociétés non financières » reculent au troisième trimestre 2012 (- 2,1 %, soit - 18 M€, après - 6,7 % au trimestre précédent). Les placements liquides des « ménages » et des « autres agents » continuent par contre de s'inscrire en légère hausse sur le troisième trimestre (respectivement + 1,0 % et + 8,0 %).

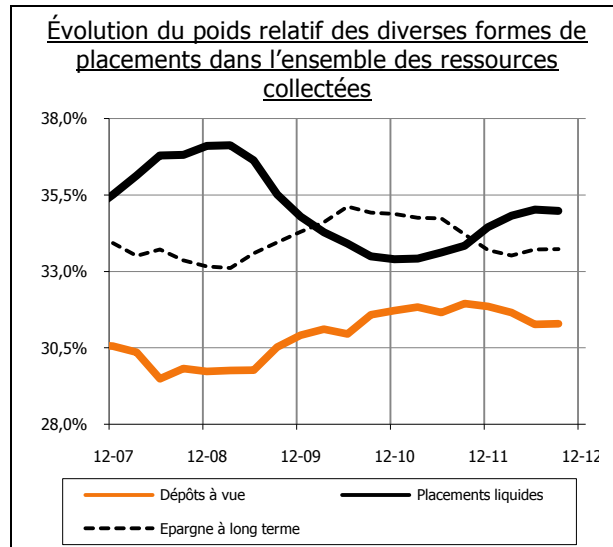


Après un deuxième trimestre morose (baisse de - 0,8 %, soit - 31 millions d'euros), **l'épargne à long terme** s'inscrit en hausse au troisième trimestre 2012 (+ 1,7 %, soit + 65 millions d'euros). Contrairement au trimestre précédent, les placements de tous les types d'agents sont en hausse entre juin et septembre 2012, s'échelonnant de + 1,2 % pour les ménages, à + 14,4 % pour les sociétés non financières, en passant par + 4,4 % pour les « autres agents ». Néanmoins, une majorité de type de placements d'épargne à long terme est orientée en légère baisse, et seules les obligations en portefeuille, les OPCVM non monétaires et l'assurance-vie s'inscrivent en hausse (respectivement de + 7,9 %, + 5,6 % et + 1,3 %). Les plans d'épargne logement et les plans d'épargne populaires continuent par contre de s'inscrire en léger recul (respectivement - 0,7 % et - 2,3 % sur le troisième trimestre). En glissement annuel, on enregistre également une hausse de l'épargne à long terme (+ 2,7 % soit + 99 millions d'euros).

Les deux principales composantes de l'épargne longue présentent des rythmes d'évolution comparables depuis 2002, les placements en titres et assurance-vie affichant néanmoins un recul plus marqué depuis début 2010 que ceux sous forme de plans d'épargne.



Ces évolutions récentes n'impactent que peu la distribution selon les différentes catégories de l'épargne totale.



Le poids des placements liquides augmente régulièrement depuis le début de l'année 2011, au détriment de l'épargne à long terme, et plus récemment des dépôts à vue. La distribution est désormais proche de celle enregistrée fin 2007, témoignant de la crainte des épargnants vis-à-vis du retour d'une situation de crise. Comme en 2007, les placements liquides, plébiscités au cours des périodes d'incertitudes financières, retrouvent un poids substantiel dans le total des ressources collectées.

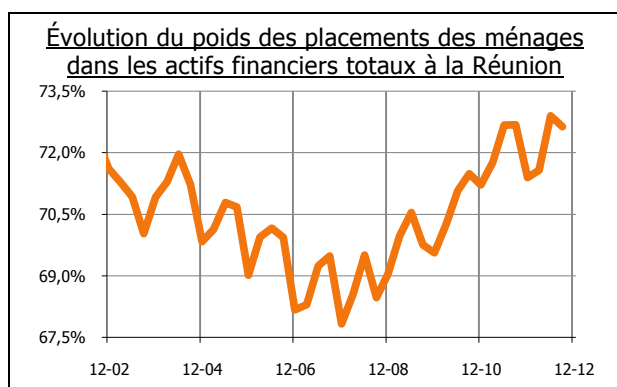
Dans le détail par agent, les dépôts à vue représentent une proportion très importante et croissante des actifs financiers détenus par les sociétés non financières (56,2 % en septembre 2012), contre 24,0 % pour les ménages. A l'inverse, l'épargne à long terme, qui ne représente que 5,3 % des actifs financiers des sociétés non financières en septembre 2012, pèse 42,2 % des placements totaux des ménages.

	Poids relatif au sein de l'épargne totale			
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12
Des dépôts à vue	30,7%	31,2%	31,8%	31,4%
(dt) Poids pour les ménages	23,2%	23,8%	24,2%	24,0%
(dt) Poids pour les sociétés	50,6%	53,8%	54,6%	56,2%
Placements liquides	35,4%	33,2%	34,0%	34,8%
(dt) Poids pour les ménages	34,1%	32,5%	32,7%	33,8%
(dt) Poids pour les sociétés	41,0%	36,2%	40,2%	38,4%
Epargne à long terme	33,9%	35,6%	34,3%	33,7%
(dt) Poids pour les ménages	42,8%	43,7%	43,1%	42,2%
(dt) Poids pour les sociétés	8,4%	10,0%	5,1%	5,3%

Après deux trimestres de recul (- 4,4 % au premier et - 7,7 % au deuxième), les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** s'inscrivent en hausse au troisième trimestre (+ 2,6 %, soit + 58 millions d'euros), grâce à la forte progression de leurs dépôts à vue (+ 5,1 %, soit + 61 M€) et de leur épargne à long terme (+ 14,4 %, soit + 15 M€).

Les **placements des ménages** continuent pour leur part de progresser au troisième trimestre 2012 (+ 1,3 %, soit + 104 millions d'euros), dans la continuité des trimestres précédents, la dernière baisse remontant au premier trimestre 2009. Les hausses des dépôts à vue (+ 1,9 %, soit + 36 M€), des placements réglementés sur livrets (+ 1,4 %, soit + 35 M€) et de l'épargne longue (+ 1,2 %, soit + 40 M€) permettent ainsi de compenser largement la baisse des placements indexés sur les taux de marché (- 3,1 %, soit - 11 millions d'euros).

Globalement, **les ménages représentent 72,6 % de l'ensemble des actifs financiers détenus dans le département**. Le poids des ménages dans les actifs financiers s'inscrit sur une tendance à la hausse depuis le début de l'année 2008, après avoir continuellement baissé entre 2004 et 2007. A l'inverse, le poids des placements détenus par les sociétés non financières, qui avait atteint un maximum de 25 % en décembre 2007, a sensiblement diminué depuis cette date pour descendre en dessous de la barre des 20% (19,9 % à fin septembre 2012).



Enfin, les **placements des autres agents** continuent de progresser au troisième trimestre 2012 (+ 2,6 %, soit + 21 millions d'euros) après des hausses de 1,0 % au deuxième trimestre et surtout de 16,2 % au premier trimestre.

Les ISBLM (institutions sans but lucratif au service des ménages) disposent ainsi de placements à hauteur de 440 millions d'euros à fin septembre 2012, en hausse de 21 millions d'euros sur le troisième trimestre (+ 5,1 %), majoritairement sous forme de dépôts à vue (49,9 %).

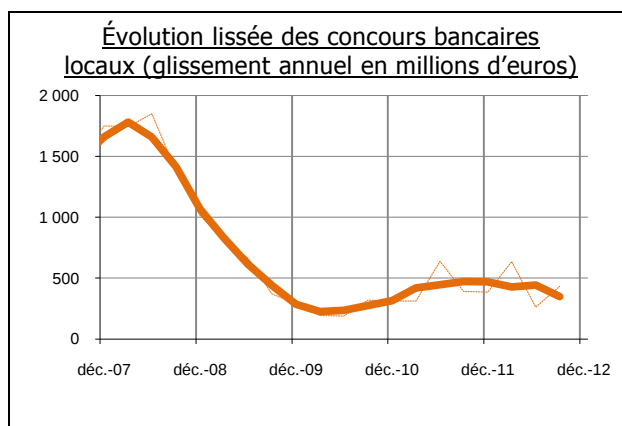
Les sociétés d'assurance et fonds de pension détiennent quant à elles des placements pour 307 millions d'euros à fin septembre 2012, en hausse de 6 millions d'euros par rapport à fin juin (+ 1,8 %), majoritairement sous forme de titres de portefeuilles et d'OPCVM (69,5 %). A noter que les certificats de dépôts négociables sont par convention affectés totalement à l'épargne des sociétés non financières en l'absence de décomposition par agent économique, bien que les assurances et caisses de retraite en détiennent une part non négligeable.

Le solde des placements des autres agents est détenu par les administrations publiques (28 millions d'euros en baisse de - 22,7 %) et les administrations de sécurité sociale (5 millions d'euros).

Stabilité des encours de crédits au troisième trimestre

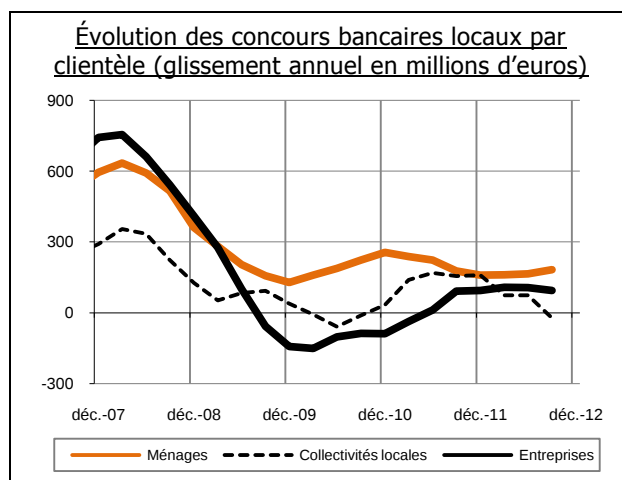
L'encours brut total des concours bancaires consentis par les établissements de crédit installés localement (qui représentent 95,4 % des crédits octroyés à La Réunion) s'établit à 17,1 milliards d'euros à fin septembre 2012, en très faible progression sur le trimestre (+ 0,1 %, soit + 20 millions d'euros). En glissement sur douze mois, les crédits consentis localement progressent également assez modérément (+ 2,6 %, soit + 434 millions d'euros).

Comme pour la collecte d'épargne, le rythme de croissance des encours de financements consentis à l'économie réunionnaise a fortement ralenti depuis début 2008.



Le troisième trimestre 2012 enregistre une très faible progression des financements consentis aux ménages (+ 0,5 %, soit + 32 millions d'euros) ainsi qu'aux collectivités publiques locales (+ 1,1 %, soit + 19 millions d'euros) et une diminution des concours consentis aux entreprises (- 0,3 %, soit - 23 millions d'euros).

Ces chiffres, comme ceux des trimestres précédents, continuent de faire état d'un faible niveau des financements aux principales catégories de clientèle, témoignant d'une absence de réelle reprise de l'économie réunionnaise.



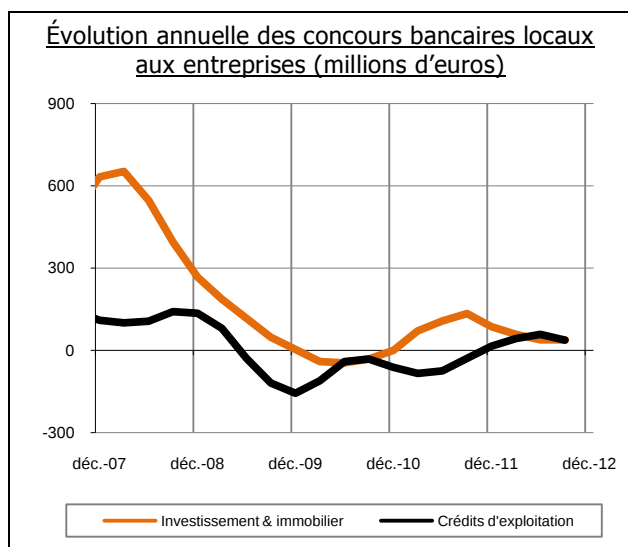
a) Légère diminution des crédits aux entreprises

Les financements consentis aux entreprises continuent d'alterner des trimestres de hausse et de baisse. Ils reculent de - 0,3 % au troisième trimestre (soit - 23 millions d'euros), après avoir progressé de 1,6 % (soit + 108 M€) au deuxième trimestre.

En glissement sur douze mois, les concours aux entreprises continuent néanmoins de s'inscrire en progression mesurée, s'établissant à + 1,8 % (+ 122 millions d'euros entre septembre 2011 et septembre 2012).

L'ensemble des types de financement aux entreprises s'établissent en recul sur le troisième trimestre. Les crédits d'investissement aux entreprises diminuent ainsi de 0,7 % au troisième trimestre (après + 0,1 % au deuxième et - 2,3 % au premier). En glissement sur douze mois, leur baisse atteint - 3,9 % (- 112 M€). Cette évolution témoigne de l'absence de reprise de l'investissement des entreprises.

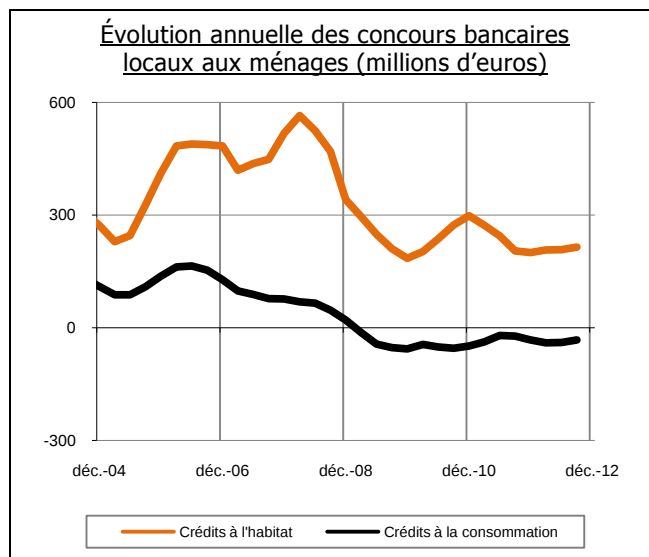
Les crédits d'exploitation aux entreprises s'inscrivent également en baisse de 0,6 % au troisième trimestre 2012 (- 7 M€). Les autres crédits aux entreprises reculent de 11,3 %. Seuls les financements immobiliers aux entreprises progressent légèrement au troisième trimestre (+ 0,4 %, soit + 11 M€).



b) Stabilité des crédits aux ménages

Comme au trimestre précédent, les concours consentis aux ménages enregistrent une nouvelle hausse légère au troisième trimestre 2012 (+ 0,5 %, soit + 32 millions d'euros, après + 0,6 % au trimestre précédent).

Leur progression sur douze mois est un peu plus rapide, s'établissant à + 2,6 % (soit + 173 millions d'euros).



Après une hausse ponctuelle au deuxième trimestre (+ 0,7 %, soit + 11 M€), qui avait mis fin à une longue période de baisse régulière, le financement de la consommation des ménages s'inscrit de nouveau en recul au troisième trimestre (- 0,2 %, soit - 3 M€), marqué par une baisse des encours des crédits de trésorerie et de crédit-bail consentis aux ménages. En glissement annuel, les crédits à la consommation des ménages s'inscrivent toujours en recul (- 1,6 % soit - 26 M€). L'encours des crédits à la consommation s'établit ainsi à 1,58 milliard d'euros en septembre 2012, en recul de 170 millions d'euros par rapport à son maximum atteint en septembre 2008 (1,75 milliard d'euros), époque de la crise financière à La Réunion qui s'est notamment traduite par une contraction des encours de crédit en raison de la forte baisse des ventes de véhicules automobiles neufs et de biens d'équipement.

Le financement de l'habitat des ménages n'enregistre pas non plus de reprise importante. Leurs encours s'élèvent désormais à 5,2 milliards d'euros, en hausse de 0,7 % sur le trimestre (+ 35 M€), après + 0,6 % (+ 30 M€) au trimestre précédent. La croissance sur douze mois s'établit désormais à + 4,0 % (+ 199 M€). La progression des financements immobiliers des ménages demeure largement inférieure à leur niveau des années antérieures à la crise financière, où les encours progressaient de près de 500 millions d'euros par an.

c) Des crédits d'investissements aux collectivités publiques en progression

Les crédits consentis aux collectivités locales s'inscrivent en légère hausse de 1,1 % entre juin et septembre 2012 (+ 19 millions d'euros). Les crédits d'investissement aux collectivités locales progressent pour leur part de + 1,9 % (+ 34 M€), retrouvant ainsi leur niveau atteint en mars 2012, tandis que les crédits d'exploitation à court terme reculent de 63,8 % (- 15 M€), en raison majoritairement de la gestion active des dettes qui conduit les principales collectivités locales à effectuer des remboursements temporaires en fonction de leurs rentrées fiscales.

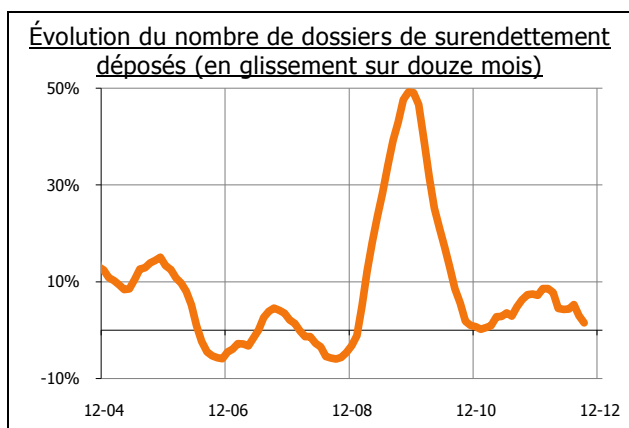
L'encours des financements consentis aux établissements publics locaux atteint globalement 1,85 milliard d'euros, en hausse de 2,9 % (+ 52 M€) sur douze mois.

d) Stabilité des crédits aux autres agents

Les crédits consentis aux autres agents économiques s'inscrivent enfin également en légère progression au troisième trimestre (+ 1,8 %, soit + 9 M€). Ils atteignent globalement 523 millions d'euros, dont 206 millions d'euros portés par les administrations de sécurité sociale, essentiellement sous forme de crédits d'investissement, et 119 millions d'euros par les ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages).

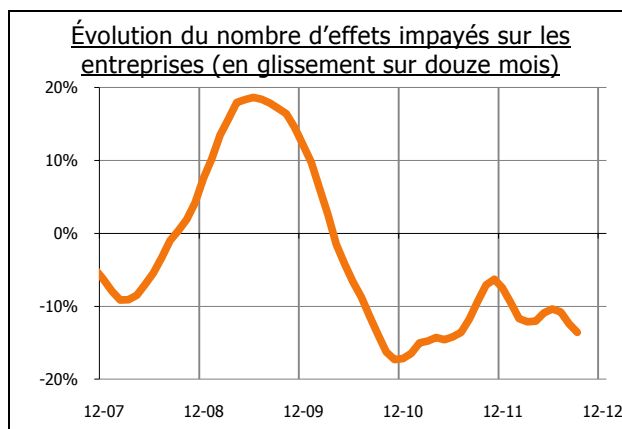
Des indicateurs de vulnérabilité toujours stables

Malgré une situation économique et des encours de financements qui ne redémarrent pas, les indicateurs de défaut de paiement des entreprises et des ménages ne se dégradent plus.

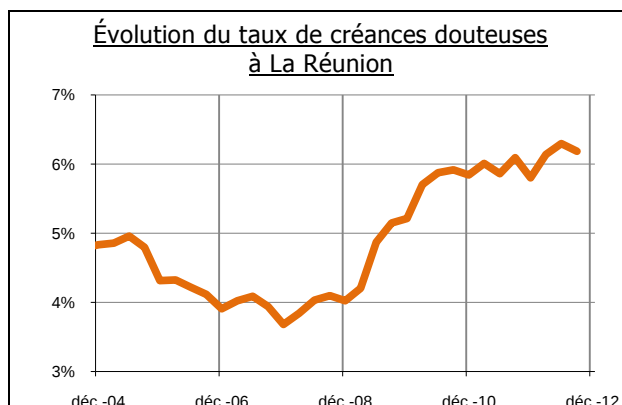


Le cumul annuel des dossiers de surendettement déposés par les ménages réunionnais reste stable à fin septembre 2012, à un niveau qui demeure élevé (1 200 dossiers de surendettement déposés sur les douze derniers mois). Le nombre de dossiers de surendettement rapporté à la population reste cependant très inférieur au niveau observé en France métropolitaine (1,5 dossier pour 1 000 habitants à La Réunion, contre 3,7 en métropole en 2011).

Le nombre annuel d'effets impayés sur les entreprises continue de s'inscrire en baisse (- 14,5 % en glissement annuel à fin septembre 2012), pour s'établir à 7 366 effets impayés sur les douze derniers mois. Cet indicateur de santé financière des entreprises s'était particulièrement dégradé au cours des années de crise financière en 2008 - 2009, avec une hausse du nombre d'impayés sur effets de commerce qui avait atteint un maximum de + 19,3 % en juin 2009, en rythme annuel.



De leur côté, les **créances douteuses** brutes portées par les établissements de crédit implantés localement continuent de s'afficher à un haut niveau à la fin de ce troisième trimestre 2012. En s'établissant à 1,06 milliard d'euros, soit 6,2 % des encours de crédits bruts totaux à la clientèle, les créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux s'établissent à un niveau proche de leur plus haut historique, même si elles baissent légèrement au troisième trimestre (- 1,6 %, soit - 18 millions d'euros). Sur un an, les créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux progressent de + 4,1 % (+ 42 millions d'euros).



A noter que dans le cadre de Bâle III, les établissements de crédit réunionnais développent des politiques de provisionnement sectorielles au-delà du provisionnement de leurs créances douteuses *stricto sensu*, positionnées au passif de leurs bilans, et qui viennent améliorer la couverture de leurs risques de crédit.

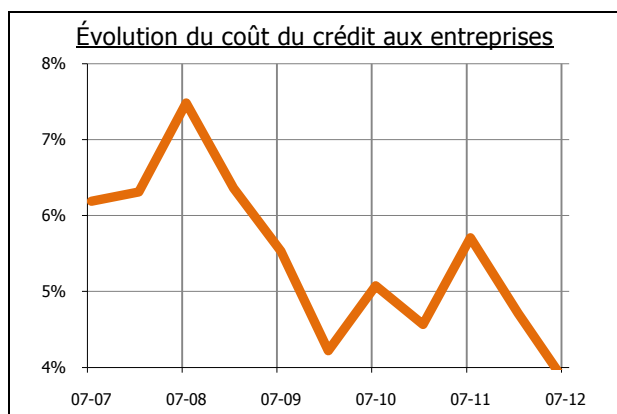
Reprise de l'activité bancaire anticipée pour la fin de l'année, dans une conjoncture économique toujours dégradée

Les dirigeants des établissements de crédit consultés dans le cadre de l'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée par l'IEDOM anticipent une accélération de l'activité bancaire au cours du quatrième 2012, et une dégradation saisonnière au premier trimestre 2013.

Leur opinion est néanmoins beaucoup moins positive en matière de rentabilité, puisqu'ils anticipent une forte diminution des marges et du produit net bancaire pour le début de l'année 2013. Les charges d'exploitation et le coût du risque devraient cependant diminuer. Quelques établissements anticipent une diminution de leurs effectifs, tandis que les soldes d'opinion des dirigeants sur l'évolution de la conjoncture économique continuent d'apparaître négatifs, reflétant en cela l'évolution du moral des entrepreneurs telle que retracée par l'ICA (Indicateur du Climat des Affaires) publié par l'IEDOM.

Nouvelle baisse des taux des crédits aux entreprises au deuxième semestre 2012

Les résultats provisoires¹ de l'enquête de juillet 2012 sur le coût du crédit aux entreprises à La Réunion font à nouveau apparaître une forte baisse des taux moyens observés par rapport aux enquêtes précédentes. Le taux moyen global pondéré du crédit aux entreprises s'établit ainsi à 3,80 % en juillet 2012, contre 4,71 % en janvier 2012 (et 5,71 % lors de la précédente enquête de juillet). Cela représente une baisse de 99 points de base sur les six derniers mois, qui s'ajoute à la baisse de 100 points de base enregistrée lors de l'enquête précédente.



Les taux de crédit aux entreprises s'établissent ainsi à leur plus bas niveau historique, en-dessous des résultats enregistrés en janvier 2010 (4,22 %). La baisse enregistrée des conditions débitrices

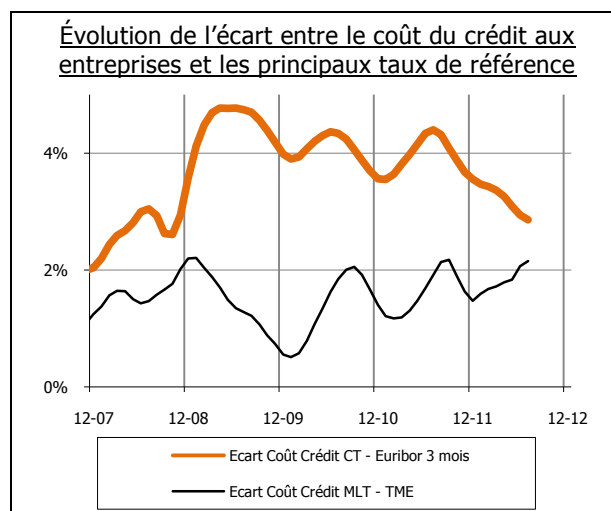
¹ Les données non encore disponibles de l'un des cinq établissements de crédits concernés par l'enquête ont été extrapolées.

pratiquées par les banques réunionnaises sur les six derniers mois concerne à la fois les financements à court terme, en recul de 142 points de base par rapport à janvier 2012 (après - 143 points de base précédemment) et les financements à moyen et long terme, en diminution de 8 points de base sur six mois (- 52 points de base précédemment).

Les taux de marché s'inscrivent également en baisse sur les derniers mois et ils s'approchent désormais également de leurs plus bas niveaux historiques. L'écart entre les taux de marché et le coût du crédit aux entreprises continue ainsi de se resserrer en juillet 2012 pour les crédits à court terme (277 points de base) mais il progresse sensiblement pour les crédits à moyen et long terme (235 points de base).

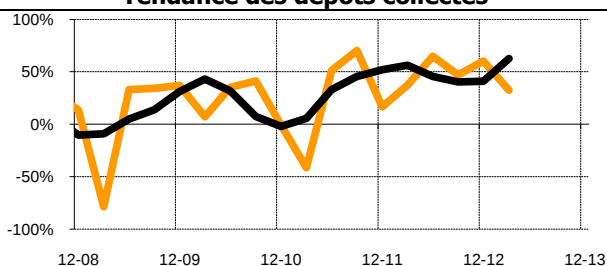
	juil-08	juil-10	janv-12	juil-12
Coût du crédit (entreprises)				
à court terme	8,17%	5,25%	4,69%	3,27%
à moyen et long terme	6,20%	4,90%	4,74%	4,66%
Taux de marché				
Euribor 3 mois	4,96%	0,85%	1,22%	0,50%
TME (obligations d'état)	4,78%	3,07%	3,23%	2,31%
Ecart sur taux à CT	3,21%	4,40%	3,47%	2,77%
Ecart sur taux à MLT	1,42%	1,83%	1,51%	2,35%

Signalons enfin que l'écart entre les taux de marché et le coût du crédit aux entreprises, à court terme comme à moyen et long terme, dépend fortement du montant des concours consentis, l'écart étant plus important pour les crédits de faibles montants.



2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

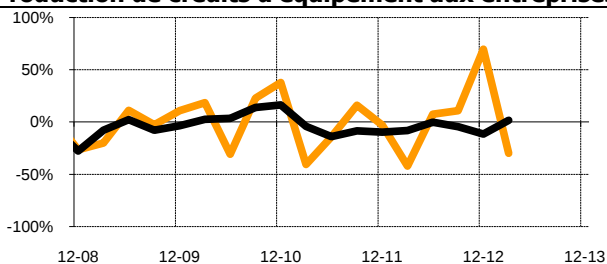
Tendance des dépôts collectés



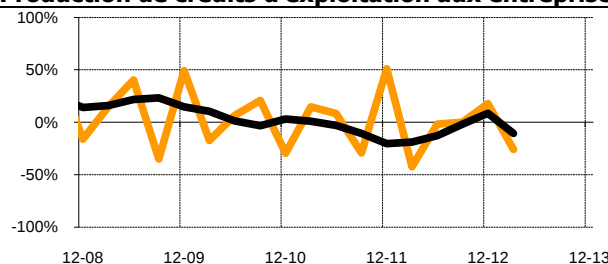
Soldes d'opinions (bruts) des dirigeants Réalizations du quatrième trimestre 2012 Prévisions pour le premier trimestre 2013

Etablissements interrogés : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi-Réunibail, Oceor Lease Réunion, Cmoi, Crcmmom, Cfb, Fortis Oi, Natixis Factor, Cga et Banque Postale.

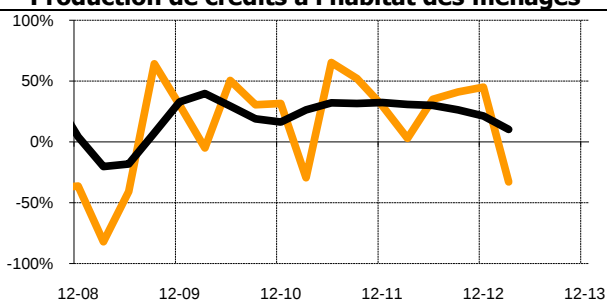
Production de crédits d'équipement aux entreprises



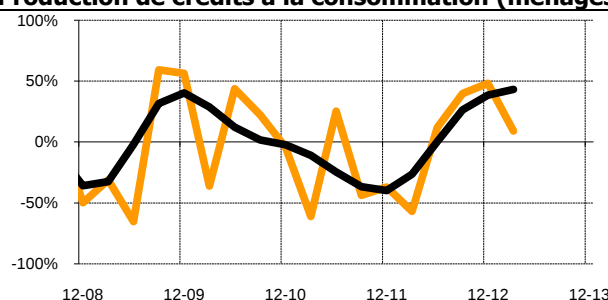
Production de crédits d'exploitation aux entreprises



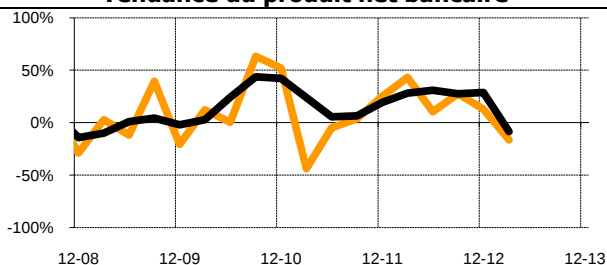
Production de crédits à l'habitat des ménages



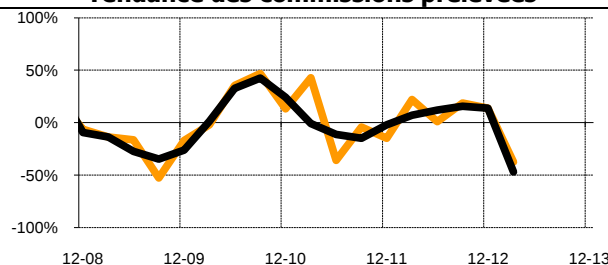
Production de crédits à la consommation (ménages)



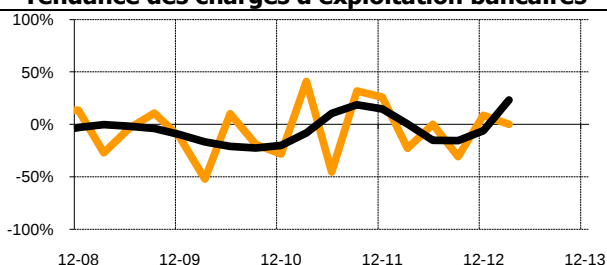
Tendance du produit net bancaire



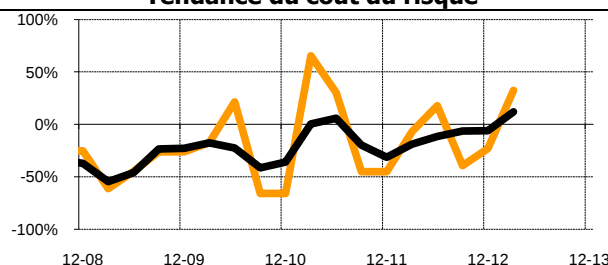
Tendance des commissions prélevées



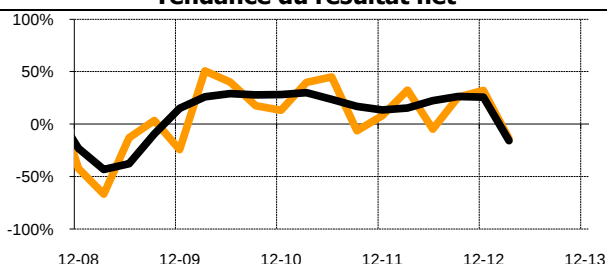
Tendance des charges d'exploitation bancaires



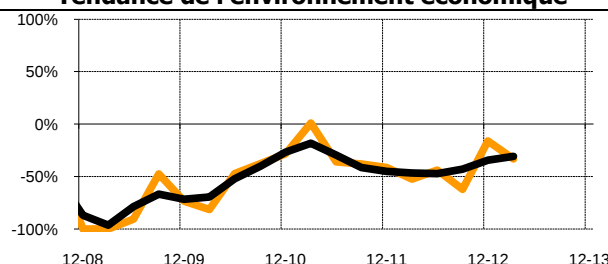
Tendance du coût du risque



Tendance du résultat net



Tendance de l'environnement économique



courbe orange (grise) : solde net des opinions mesuré

courbe noire : tendance désaisonnalisée (méthode additive)

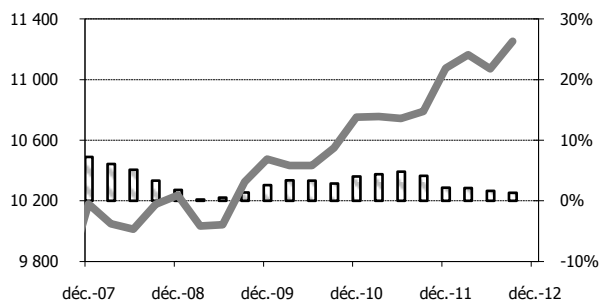
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	1 an	1 trim
Sociétés non financières	2 205.433	2 395.682	2 199.104	2 136.084	2 290.591	2 467.633	2 359.992	2 178.091	2 235.703	-2.4%	2.6%
Dépôts à vue	1 187.328	1 316.550	1 257.372	1 186.962	1 251.521	1 383.499	1 311.257	1 196.249	1 256.865	0.4%	5.1%
Placements liquides ou à court terme	797.435	862.131	830.773	834.393	921.350	979.353	940.244	877.312	859.265	-6.7%	-2.1%
Comptes d'épargne à régime spécial	0.384	0.409	0.244	0.212	0.305	0.195	21.240	23.400	29.770	n.s	27.2%
Placements indexés sur les taux de marché	797.051	861.722	830.528	834.180	921.045	979.158	919.004	853.913	829.495	-9.9%	-2.9%
dont comptes à terme	340.266	358.296	353.153	367.400	390.205	390.183	394.380	402.037	397.354	1.8%	-1.2%
dont OPCVM monétaires	217.374	240.858	186.777	196.312	191.134	239.310	182.690	147.855	137.786	-27.9%	-6.8%
dont certificats de dépôt	238.851	262.149	290.340	270.210	339.423	349.244	341.035	302.758	293.539	-13.5%	-3.0%
Epargne à long terme	220.671	217.000	110.959	114.728	117.720	104.781	108.491	104.529	119.573	1.6%	14.4%
dont OPCVM non monétaires	36.568	35.705	30.633	29.572	31.686	23.701	23.821	22.102	33.784	6.6%	52.9%
Ménages	7 546.225	7 656.789	7 719.452	7 807.670	7 842.941	7 907.435	7 990.726	8 069.765	8 174.081	4.2%	1.3%
Dépôts à vue	1 795.822	1 843.544	1 817.535	1 839.868	1 895.975	1 910.283	1 861.636	1 924.756	1 960.565	3.4%	1.9%
Placements liquides ou à court terme	2 455.295	2 472.787	2 521.680	2 538.311	2 566.613	2 628.145	2 704.850	2 735.894	2 764.135	7.7%	1.0%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 209.167	2 238.172	2 291.148	2 309.998	2 331.310	2 394.306	2 459.844	2 501.746	2 537.144	8.8%	1.4%
dont livrets ordinaires	820.359	829.066	853.759	866.498	868.914	889.479	918.461	931.478	941.831	8.4%	1.1%
dont livrets A et bleus	753.230	775.768	806.035	815.695	837.537	875.577	910.559	935.945	960.328	14.7%	2.6%
dont livrets jeunes	39.096	40.229	38.902	38.699	38.157	39.453	38.347	38.026	37.467	-1.8%	-1.5%
dont livrets d'épargne populaire	114.337	110.858	106.853	104.551	104.525	103.479	100.619	100.415	100.996	-3.4%	0.6%
dont livrets de développement durable	258.890	259.571	262.444	262.331	261.947	267.179	271.377	274.626	276.544	5.6%	0.7%
dont comptes d'épargne logement	223.254	222.680	223.155	222.222	220.231	219.139	220.479	221.257	219.978	-0.1%	-0.6%
Placements indexés sur les taux de marché	246.128	234.615	230.532	228.313	235.303	233.839	245.007	234.148	226.991	-3.5%	-3.1%
dont comptes créditeurs à terme	182.895	175.374	173.514	174.298	186.863	190.485	196.999	191.198	179.559	-3.9%	-6.1%
dont bons de caisse	12.500	12.310	12.374	12.359	12.361	11.397	10.161	10.270	9.517	-23.0%	-7.3%
dont OPCVM monétaires	50.733	46.930	44.645	41.657	36.079	31.957	37.847	32.680	37.915	5.1%	16.0%
Epargne à long terme	3 295.109	3 340.458	3 380.237	3 429.491	3 380.352	3 369.007	3 424.240	3 409.115	3 449.381	2.0%	1.2%
dont plans d'épargne logement	753.622	766.209	763.280	757.104	748.571	759.559	759.874	754.743	749.519	0.1%	-0.7%
dont plans d'épargne populaire	60.927	60.851	59.026	57.862	56.648	57.099	56.286	55.060	53.805	-5.0%	-2.3%
dont autres comptes d'épargne	8.442	7.744	7.948	7.925	7.834	7.437	7.571	9.243	8.656	10.5%	-6.4%
dont actions	141.114	144.832	149.702	163.970	128.931	130.309	115.860	110.941	112.897	-12.4%	1.8%
dont obligations	200.878	195.461	193.273	197.639	197.356	188.269	217.912	208.526	224.121	13.6%	7.5%
dont OPCVM non monétaires	134.698	132.884	128.073	147.375	137.497	125.133	109.351	103.201	104.559	-24.0%	1.3%
dont contrats d'assurance-vie	1 995.428	2 032.477	2 078.936	2 097.615	2 103.514	2 101.201	2 157.387	2 167.401	2 195.824	4.4%	1.3%
Autres agents	803.987	699.227	838.049	799.648	657.048	700.290	813.670	822.203	843.388	28.4%	2.6%
Dépôts à vue	305.163	313.144	336.014	356.168	279.537	316.780	311.624	328.782	318.501	13.9%	-3.1%
Placements liquides ou à court terme	255.924	252.750	261.375	202.867	177.937	187.703	272.047	275.254	297.213	67.0%	8.0%
Comptes d'épargne à régime spécial	68.894	67.370	70.318	72.038	73.500	77.036	79.367	85.346	106.277	44.6%	24.5%
Placements indexés sur les taux de marché	187.030	185.380	191.057	130.828	104.438	110.667	192.680	189.908	190.936	82.8%	0.5%
dont comptes à terme	40.255	46.833	50.277	47.516	46.647	56.684	63.768	64.540	67.915	45.6%	5.2%
Epargne à long terme	242.900	133.333	240.659	240.614	199.573	195.807	230.000	218.167	227.674	14.1%	4.4%
Total actifs financiers	10 555.646	10 751.698	10 756.605	10 743.402	10 790.579	11 075.358	11 164.389	11 070.059	11 253.172	4.3%	1.7%
Dépôts à vue	3 288.313	3 473.239	3 410.921	3 382.998	3 427.034	3 610.562	3 484.517	3 449.787	3 535.931	3.2%	2.5%
Placements liquides ou à court terme	3 508.654	3 587.668	3 613.828	3 575.570	3 665.900	3 795.200	3 917.141	3 888.461	3 920.613	6.9%	0.8%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 278.445	2 305.952	2 361.711	2 382.248	2 405.114	2 471.536	2 560.451	2 610.492	2 673.190	11.1%	2.4%
dont livrets ordinaires	869.536	881.887	908.576	922.095	925.263	947.372	994.551	1 016.901	1 055.038	14.0%	3.8%
dont livrets A et bleus	765.812	790.025	821.144	831.529	854.064	894.010	934.646	958.455	982.355	15.0%	2.5%
dont livrets jeunes	39.106	40.251	38.918	38.723	38.179	39.474	38.365	38.037	37.478	-1.8%	-1.5%
dont livrets d'épargne populaire	114.353	110.875	106.870	104.576	104.567	103.515	100.654	100.429	101.009	-3.4%	0.6%
dont livrets de développement durable	258.995	259.781	262.671	262.607	262.232	267.488	271.627	274.850	276.758	5.5%	0.7%
dont comptes d'épargne logement	223.510	223.049	223.524	222.700	220.778	219.648	221.018	221.776	220.482	-0.1%	-0.6%
Placements indexés sur les taux de marché	1 230.209	1 281.717	1 252.118	1 193.322	1 260.786	1 323.664	1 356.690	1 277.969	1 247.423	-1.1%	-2.4%
dont comptes créditeurs à terme	563.416	580.503	576.944	589.214	623.715	637.352	655.147	657.775	644.829	3.4%	-2.0%
dont bons de caisse	18.239	17.879	17.782	17.767	17.794	17.117	16.439	16.833	11.033	-38.0%	-34.5%
dont certificats de dépôt	238.851	262.149	290.340	270.210	339.423	349.244	341.035	302.758	293.539	-13.5%	-3.0%
dont OPCVM monétaires	409.703	421.185	367.052	316.131	279.854	319.950	344.069	300.603	298.022	6.5%	-0.9%
Epargne à long terme	3 758.679	3 690.791	3 731.856	3 784.833	3 697.646	3 669.595	3 762.731	3 731.811	3 796.628	2.7%	1.7%
dont plans d'épargne logement	754.949	767.809	764.954	759.105	750.784	761.448	761.945	756.631	751.392	0.1%	-0.7%
dont plans d'épargne populaire	61.166	61.117	59.295	58.133	56.919	57.375	56.566	55.323	54.067	-5.0%	-2.3%
dont autres comptes d'épargne	8.442	7.744	7.948	7.925	7.834	7.437	7.571	9.243	8.656	10.5%	-6.4%
dont actions	159.319	163.619	168.120	185.764	144.088	146.020	132.416	125.958	125.864	-12.6%	-0.1%
dont obligations	401.043	393.154	393.226	394.990	347.321	328.667	388.728	392.621	423.687	22.0%	7.9%
dont OPCVM non monétaires	377.786	264.309	259.088	280.889	284.540	265.856	256.289	222.973	235.451	-17.3%	5.6%
dont contrats d'assurance-vie	1 995.975	2 033.039	2 079.225	2 098.027	2 106.159	2 102.792	2 159.217	2 169.063	2 197.511	4.3%	1.3%

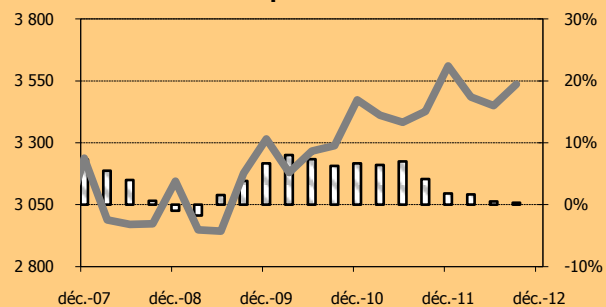
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

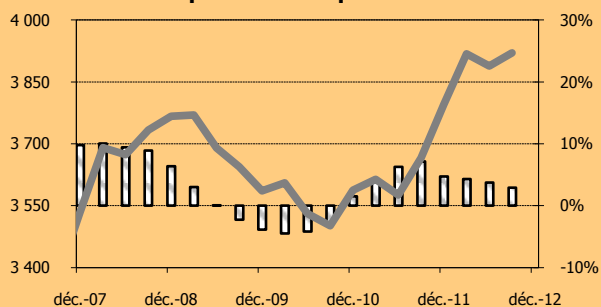
Ensemble des actifs financiers



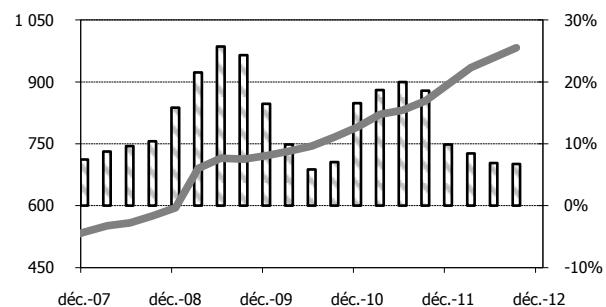
Dépôts à vue



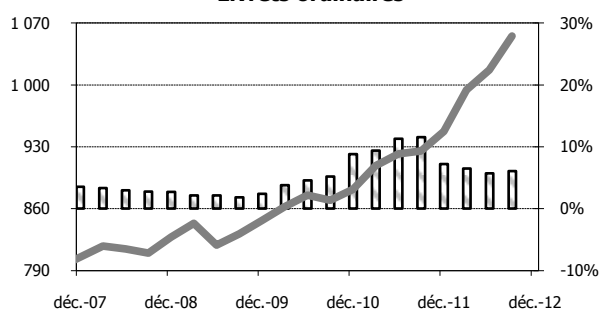
Ensemble des placements liquides ou à court terme



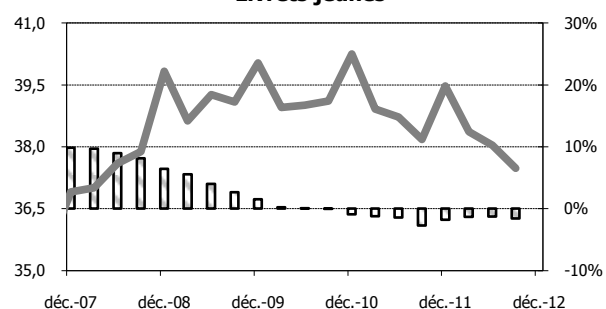
Livrets 'A'



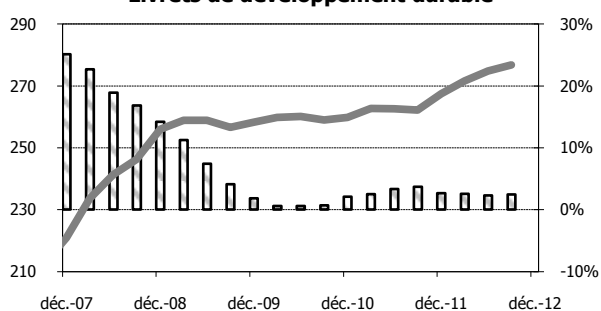
Livrets ordinaires



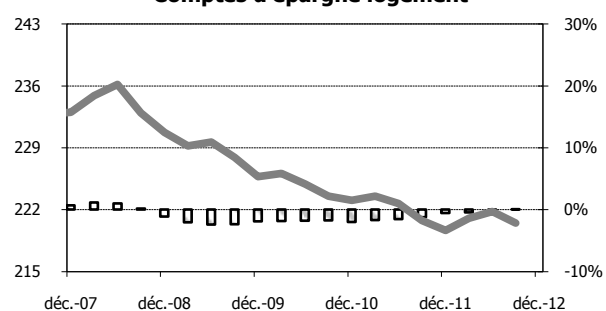
Livrets jeunes



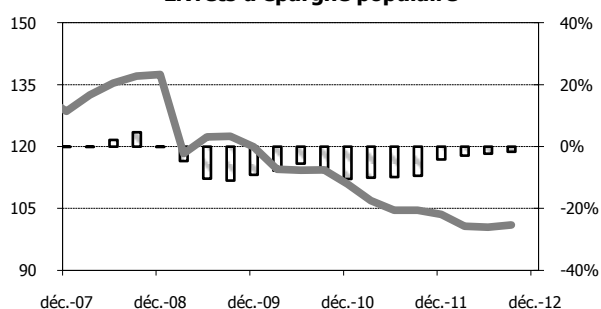
Livrets de développement durable



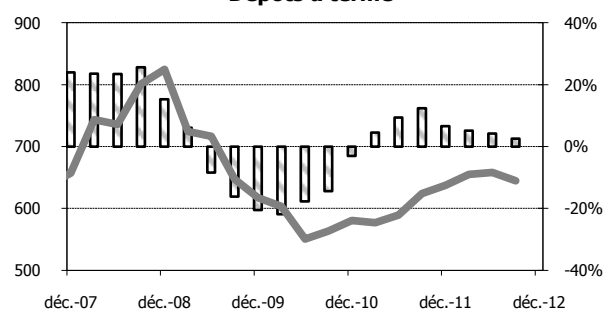
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire

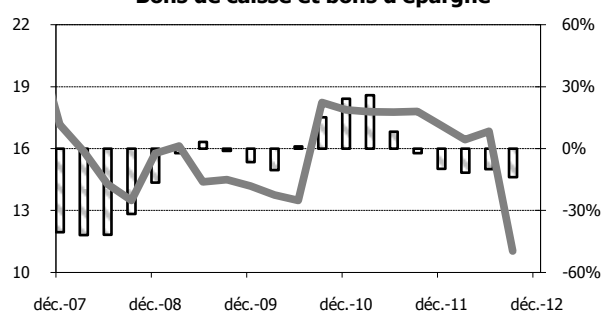


Dépôts à terme

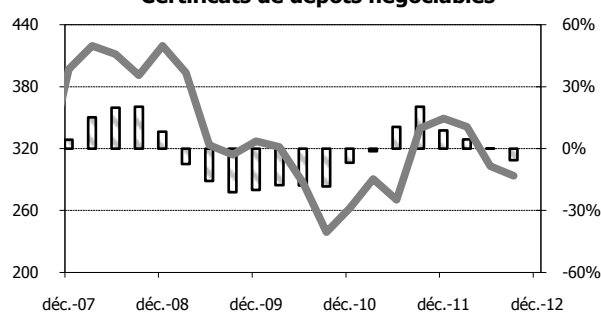


*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

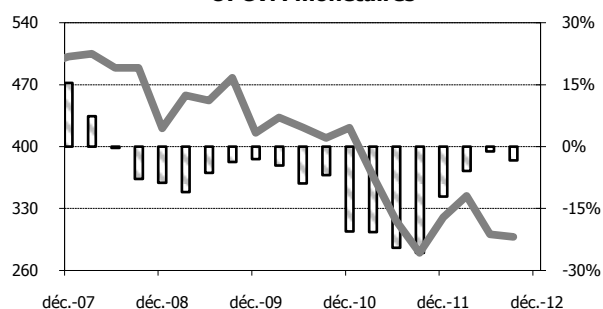
Bons de caisse et bons d'épargne



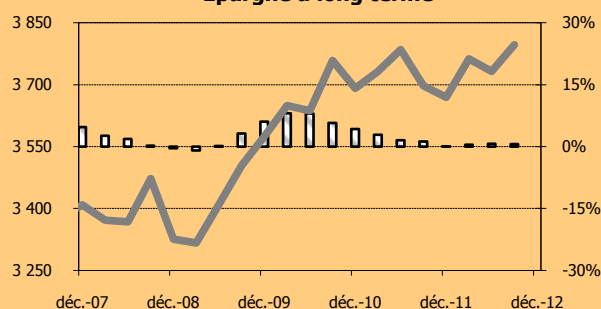
Certificats de dépôts négociables



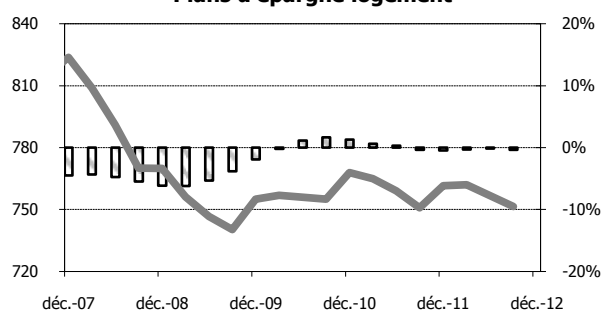
OPCVM monétaires



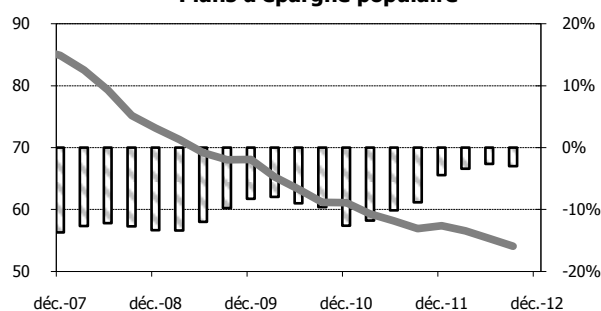
Epargne à long terme



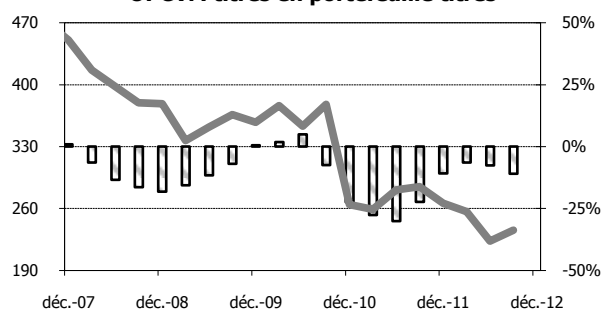
Plans d'épargne logement



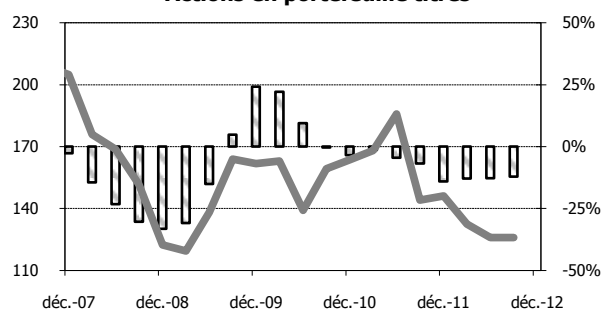
Plans d'épargne populaire



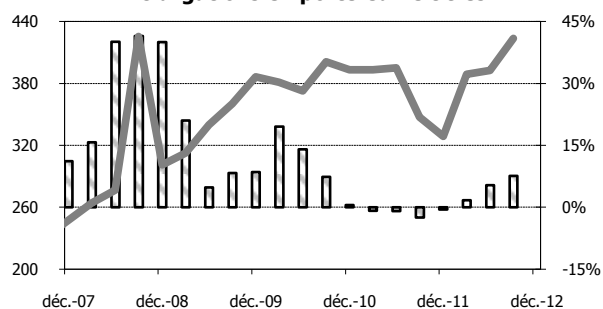
OPCVM titres en portefeuille titres



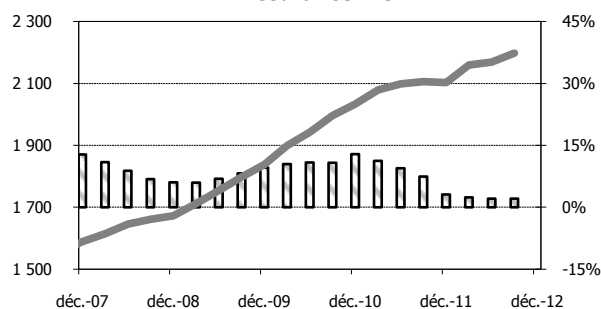
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

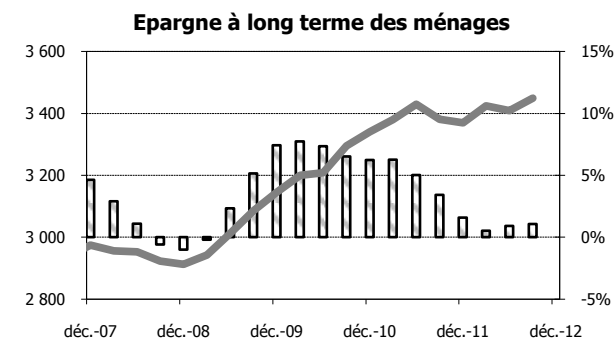
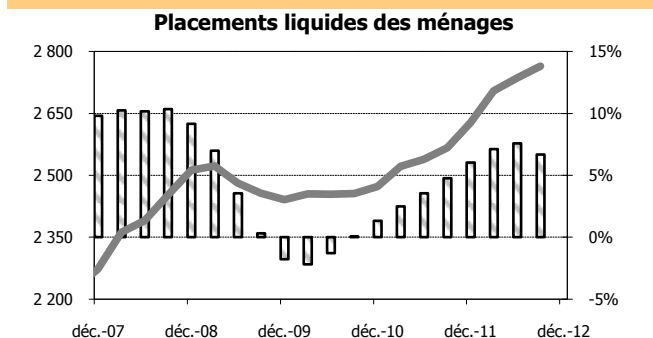
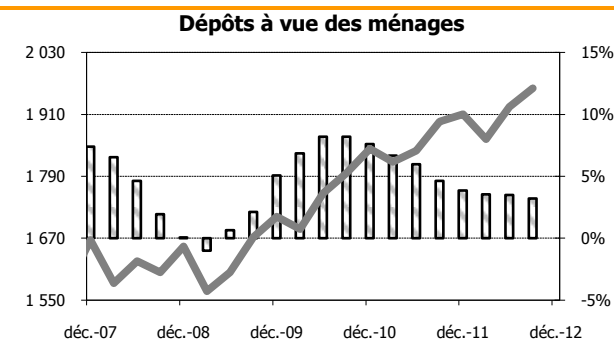
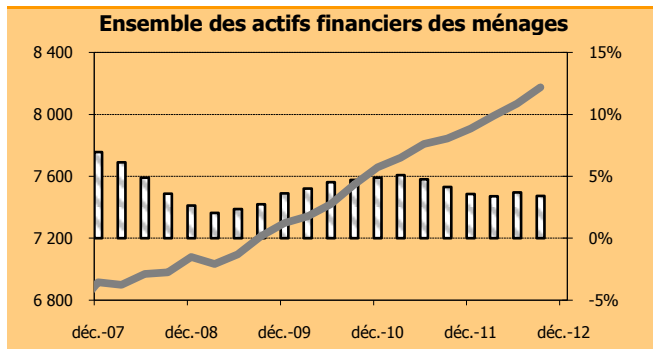


Assurance-vie



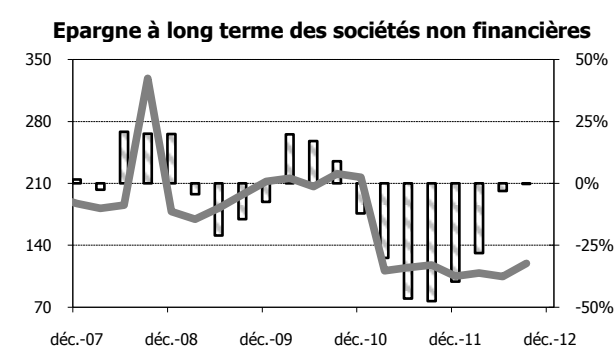
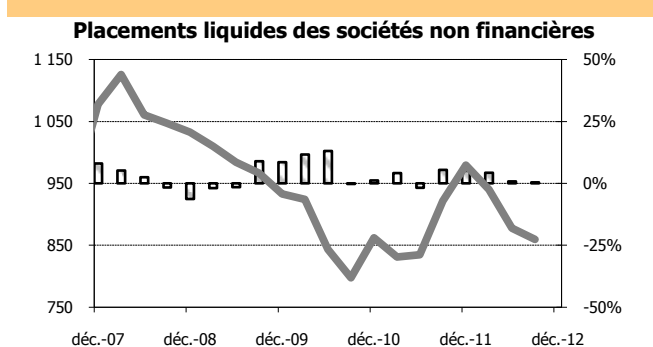
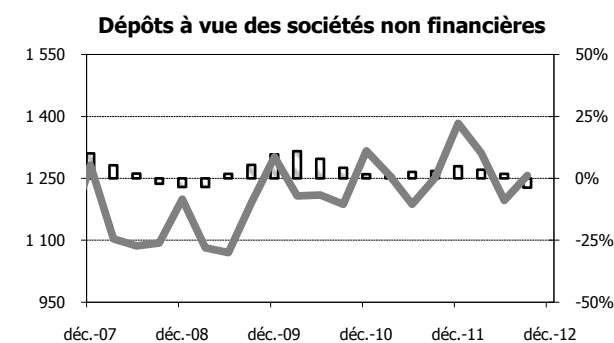
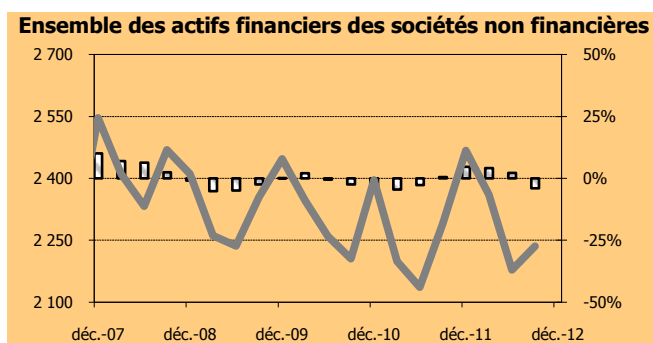
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



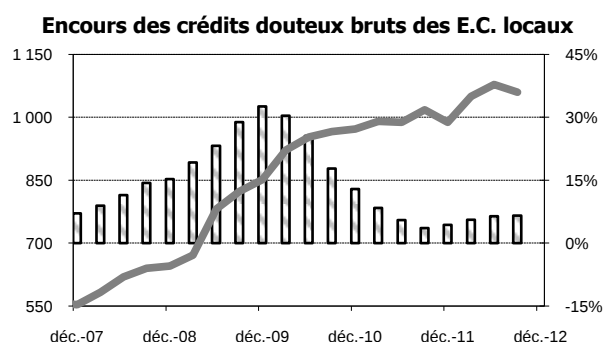
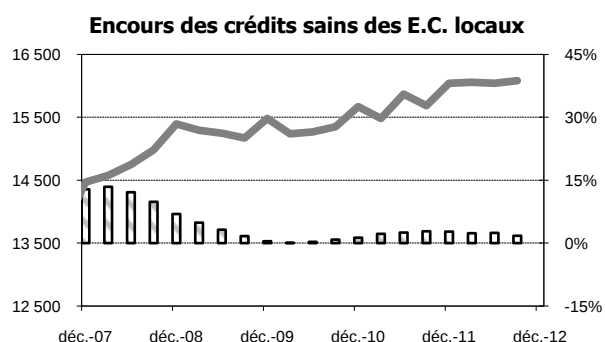
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 139.691	1 045.360	966.498	1 128.150	1 061.748	1 069.932	1 064.341	1 136.295	1 129.114	6.3%	-0.6%
Créances commerciales	85.060	103.611	77.020	106.633	98.526	110.806	78.103	78.298	76.598	-22.3%	-2.2%
Crédits de trésorerie	644.654	571.109	513.015	612.066	615.895	630.756	618.284	630.479	657.520	6.8%	4.3%
(dt) Entrepreneurs individuels	111.814	111.463	110.552	123.740	123.355	120.642	115.605	104.037	104.636	-15.2%	0.6%
Comptes ordinaires débiteurs	264.857	212.907	244.282	274.316	219.104	193.442	251.334	309.351	280.469	28.0%	-9.3%
Affacturage	145.120	157.732	132.182	135.136	128.223	134.927	116.620	118.167	114.527	-10.7%	-3.1%
Crédits d'investissement	2 869.344	2 822.616	2 799.161	2 877.307	2 880.367	2 851.404	2 786.123	2 788.252	2 768.014	-3.9%	-0.7%
Crédits à l'équipement	2 565.270	2 561.311	2 550.509	2 633.156	2 637.763	2 599.161	2 534.051	2 538.748	2 520.087	-4.5%	-0.7%
(dt) Entrepreneurs individuels	198.614	215.228	182.234	254.096	258.799	252.574	248.879	251.243	246.600	-4.7%	-1.8%
Crédit-bail	304.073	261.305	248.652	244.151	242.605	252.243	252.072	249.504	247.927	2.2%	-0.6%
Crédits à l'habitat	2 723.187	2 862.778	2 893.468	2 845.940	2 834.874	2 930.850	2 946.442	2 973.735	2 984.244	5.3%	0.4%
Autres crédits	44.761	55.507	52.862	32.650	29.717	58.269	46.769	53.036	47.022	58.2%	-11.3%
Encours sain	6 776.982	6 786.260	6 711.989	6 884.047	6 806.706	6 910.455	6 843.676	6 951.318	6 928.395	1.8%	-0.3%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 622.662	1 633.043	1 625.854	1 622.171	1 605.994	1 605.235	1 572.272	1 583.601	1 580.236	-1.6%	-0.2%
Crédits de trésorerie	1 513.150	1 524.538	1 509.319	1 506.804	1 495.818	1 495.865	1 463.885	1 477.651	1 474.699	-1.4%	-0.2%
Comptes ordinaires débiteurs	38.842	43.228	49.090	51.579	49.131	51.051	51.485	49.266	50.272	2.3%	2.0%
Crédit-bail	70.670	65.277	67.446	63.788	61.045	58.319	56.903	56.683	55.266	-9.5%	-2.5%
Crédits à l'habitat	4 792.178	4 907.606	4 940.899	4 934.731	5 002.113	5 102.641	5 135.185	5 165.632	5 201.076	4.0%	0.7%
Autres crédits	5.803	6.812	11.363	1.280	1.039	0.996	0.867	1.014	0.960	-7.6%	-5.3%
Encours sain	6 420.644	6 547.462	6 578.117	6 558.181	6 609.146	6 708.872	6 708.325	6 750.247	6 782.272	2.6%	0.5%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	19.907	17.050	51.154	165.762	31.072	24.529	159.516	23.518	8.503	-72.6%	-63.8%
Crédits de trésorerie	19.779	16.626	49.317	28.861	7.696	22.889	16.783	22.410	7.102	-7.7%	-68.3%
Comptes ordinaires débiteurs	0.128	0.424	1.837	136.902	23.376	1.641	142.734	1.108	1.401	-94.0%	26.4%
Crédits d'investissement	1 607.849	1 817.512	1 673.250	1 754.865	1 759.985	1 868.634	1 834.805	1 800.485	1 834.716	4.2%	1.9%
Crédits à l'équipement	1 606.346	1 816.093	1 673.248	1 753.589	1 759.984	1 868.634	1 834.805	1 800.485	1 833.860	4.2%	1.9%
Autres crédits	5.072	5.241	5.239	0.447	0.817	0.370	1.727	0.960	1.002	22.7%	4.3%
Encours sain	1 634.263	1 841.238	1 731.009	1 922.440	1 793.240	1 894.900	1 997.342	1 826.256	1 845.514	2.9%	1.1%
Autres agents											
Encours sain	516.872	495.708	460.356	502.999	477.606	526.290	507.358	513.345	522.502	9.4%	1.8%
TOTAL											
Encours sain	15 348.762	15 670.668	15 481.471	15 867.668	15 686.698	16 040.517	16 056.700	16 041.167	16 078.682	2.5%	0.2%
Créances douteuses brutes	965.737	972.233	990.130	988.198	1 017.939	988.109	1 050.139	1 077.665	1 060.033	4.1%	-1.6%
Créances douteuses nettes	368.476	357.930	367.113	357.892	372.663	354.173	406.359	410.830	387.199	3.9%	-5.8%
(dt) Entreprises	257.221	248.543	263.931	255.080	266.090	249.050	303.919	303.692	285.529	7.3%	-6.0%
(dt) Ménages	107.894	105.313	99.538	98.309	102.047	102.207	100.158	103.970	98.383	-3.6%	-5.4%
Provisions	597.261	614.303	623.017	630.306	645.275	633.936	643.780	666.834	672.834	4.3%	0.9%
Encours brut total	16 314.500	16 642.902	16 471.602	16 855.866	16 704.637	17 028.626	17 106.839	17 118.832	17 138.715	2.6%	0.1%
Taux de créances douteuses	5.9%	5.8%	6.0%	5.9%	6.1%	5.8%	6.1%	6.3%	6.2%	0.1 pt	-0.1 pt
Taux de provisionnement	61.8%	63.2%	62.9%	63.8%	63.4%	64.2%	61.3%	61.9%	63.5%	0.1 pt	1.6 pt

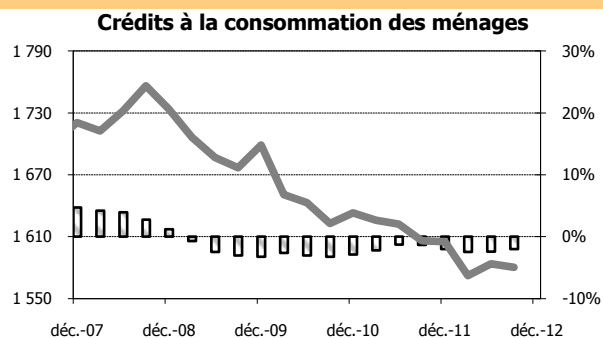
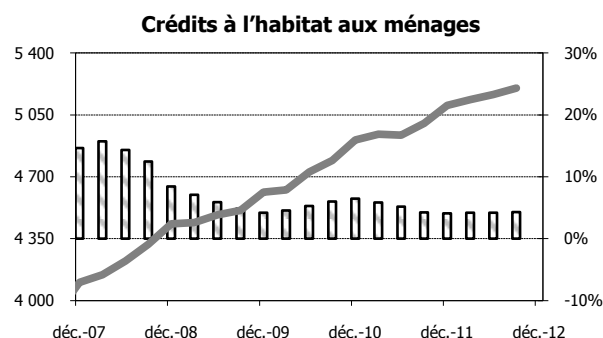
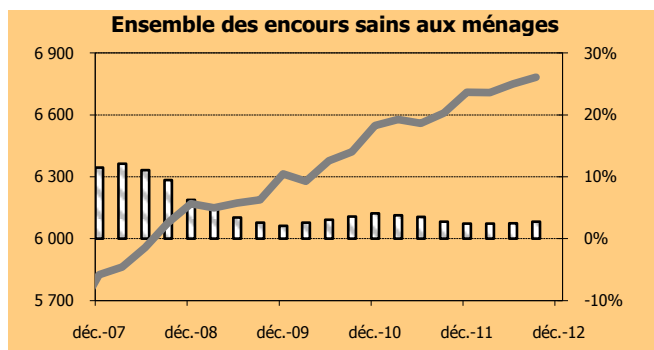
L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



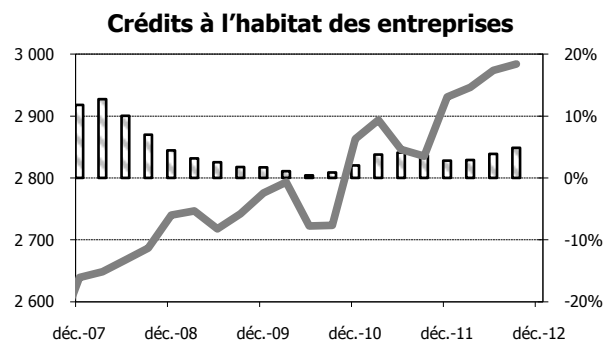
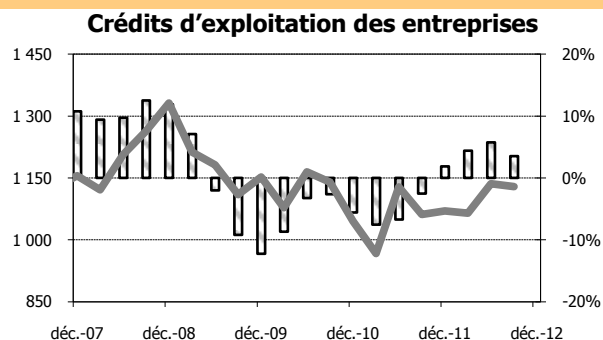
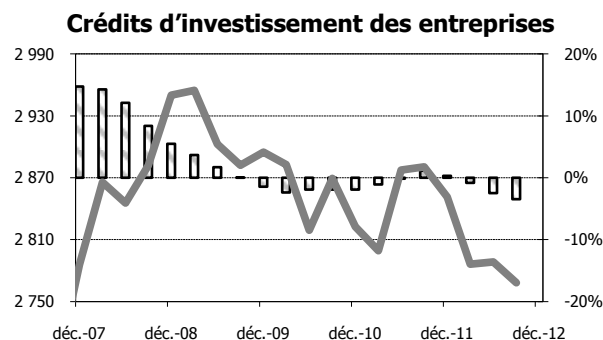
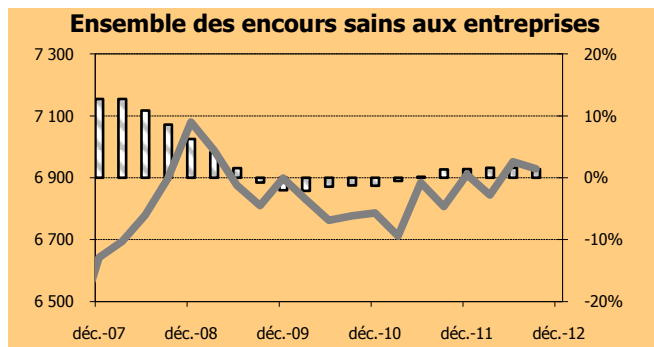
L'endettement des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



L'endettement des entreprises

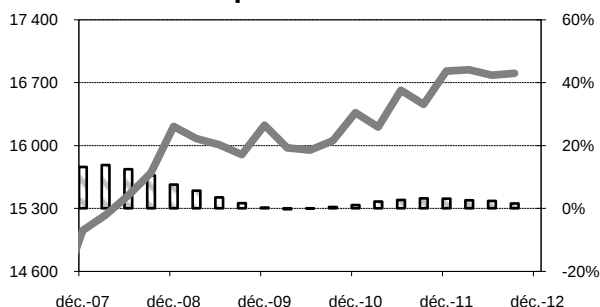
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



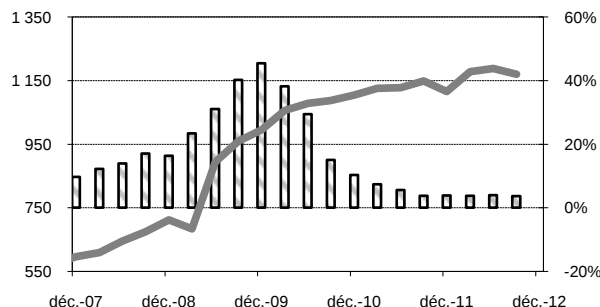
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 195,781	1 077,235	995,321	1 152,556	1 089,990	1 094,468	1 088,877	1 166,348	1 156,262	6,1%	-0,9%
Créances commerciales	93,342	115,286	85,776	115,715	106,643	119,839	87,136	85,568	83,651	-21,6%	-2,2%
Crédits de trésorerie	671,952	583,560	525,914	616,518	623,482	637,642	625,170	640,915	671,127	7,6%	4,7%
(dt) Entrepreneurs individuels	112,238	112,124	110,732	124,168	123,654	121,004	115,967	104,046	104,706	-15,3%	0,6%
Comptes ordinaires débiteurs	277,627	220,474	250,476	283,546	229,413	198,965	256,857	316,501	286,957	25,1%	-9,3%
Affacturage	152,860	157,914	133,156	136,778	130,452	138,021	119,714	123,364	114,527	-12,2%	-7,2%
Crédits d'investissement	3 331,949	3 252,406	3 269,429	3 373,185	3 389,165	3 349,773	3 284,492	3 259,704	3 241,486	-4,4%	-0,6%
Crédits à l'équipement	2 857,400	2 792,400	2 817,548	2 908,547	2 912,454	2 876,232	2 811,122	2 796,112	2 774,288	-4,7%	-0,8%
(dt) Entrepreneurs individuels	246,829	263,121	231,125	303,677	306,407	304,854	301,159	256,855	251,004	-18,1%	-2,3%
Crédit-bail	474,548	460,006	451,881	464,638	476,712	473,541	473,370	463,592	467,198	-2,0%	0,8%
Crédits à l'habitat	2 752,220	2 946,137	2 975,875	2 931,869	2 923,725	3 026,315	3 041,907	3 068,771	3 077,923	5,3%	0,3%
Autres crédits	44,761	55,507	52,862	32,650	29,717	58,269	46,769	53,036	47,022	58,2%	-11,3%
Encours sain	7 324,710	7 331,284	7 293,487	7 490,260	7 432,597	7 528,825	7 462,046	7 547,859	7 522,694	1,2%	-0,3%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 632,473	1 633,247	1 625,988	1 622,255	1 606,117	1 605,381	1 572,418	1 583,617	1 580,287	-1,6%	-0,2%
Crédits de trésorerie	1 522,630	1 524,538	1 509,319	1 506,804	1 495,818	1 495,869	1 463,889	1 477,655	1 474,699	-1,4%	-0,2%
Comptes ordinaires débiteurs	39,172	43,432	49,224	51,663	49,254	51,193	51,627	49,278	50,323	2,2%	2,1%
Crédit-bail	70,670	65,277	67,446	63,788	61,045	58,319	56,903	56,683	55,266	-9,5%	-2,5%
Crédits à l'habitat	4 797,379	4 911,745	4 945,193	4 938,855	5 006,581	5 107,335	5 139,841	5 168,357	5 202,266	3,9%	0,7%
Autres crédits	5,808	6,874	11,363	1,280	1,039	0,996	0,867	1,014	0,960	-7,6%	-5,3%
Encours sain	6 435,659	6 551,867	6 582,545	6 562,389	6 613,737	6 713,712	6 713,126	6 752,988	6 783,514	2,6%	0,5%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	23,407	17,050	51,154	165,762	31,072	24,529	159,516	23,518	8,503	-72,6%	-63,8%
Crédits de trésorerie	23,279	16,626	49,317	28,861	7,696	22,889	16,783	22,410	7,102	-7,7%	-68,3%
Comptes ordinaires débiteurs	0,128	0,424	1,837	136,902	23,376	1,641	142,734	1,108	1,401	-94,0%	26,4%
Crédits d'investissement	1 696,572	1 910,160	1 766,173	1 846,250	1 855,044	1 965,393	1 931,564	1 881,452	1 910,366	3,0%	1,5%
Crédits à l'équipement	1 695,069	1 908,741	1 766,171	1 844,974	1 855,043	1 965,393	1 931,564	1 881,452	1 909,510	2,9%	1,5%
Crédits à l'habitat	1,435	1,435	1,366	1,366	1,366	1,366	1,294	1,293	1,293	-5,3%	
Autres crédits	5,072	5,241	5,239	0,447	0,817	0,370	1,727	0,960	1,002	22,7%	4,3%
Encours sain	1 726,486	1 933,886	1 823,932	2 013,825	1 888,299	1 991,659	2 094,101	1 907,223	1 921,164	1,7%	0,7%
Autres agents											
Encours sain	564,158	549,854	506,234	548,866	522,832	594,227	575,295	572,949	575,115	10,0%	0,4%
TOTAL											
Encours sain	16 051,014	16 366,892	16 206,199	16 615,341	16 457,465	16 828,423	16 844,568	16 781,019	16 802,486	2,1%	0,1%
Créances douteuses brutes	1 087,563	1 104,386	1 125,415	1 127,637	1 149,088	1 116,213	1 178,376	1 188,686	1 170,477	1,9%	-1,5%
Créances douteuses nettes	490,301	490,083	502,398	497,331	503,813	482,277	534,596	521,852	497,643	-1,2%	-4,6%
(dt) Entreprises	287,938	290,526	310,011	308,815	313,420	294,355	349,224	334,896	395,639	26,2%	18,1%
(dt) Ménages	108,215	105,544	99,833	98,576	102,235	102,372	100,457	104,374	98,601	-3,6%	-5,5%
Provisions	597,261	614,303	623,017	630,306	645,275	633,936	643,780	666,834	672,834	4,3%	0,9%
Encours brut total	17 138,576	17 471,277	17 331,615	17 742,978	17 606,553	17 944,636	18 022,944	17 969,706	17 972,963	2,1%	0,0%
Taux de créances douteuses	6,3%	6,3%	6,5%	6,4%	6,5%	6,2%	6,5%	6,6%	6,5%	0,0 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	54,9%	55,6%	55,4%	55,9%	56,2%	56,8%	54,6%	56,1%	57,5%	1,3 pt	1,4 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



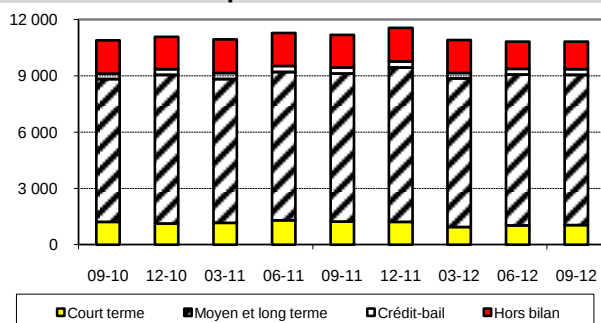
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



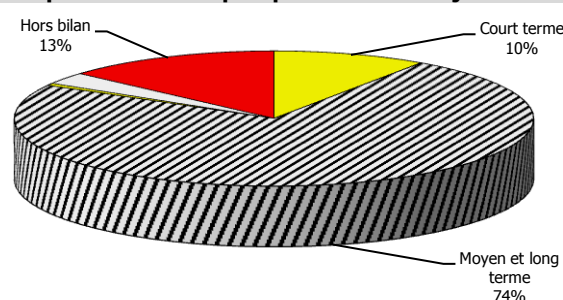
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

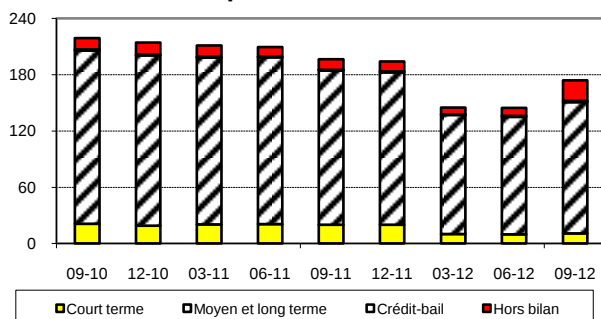


Répartition des risques par secteur à fin juin 2012

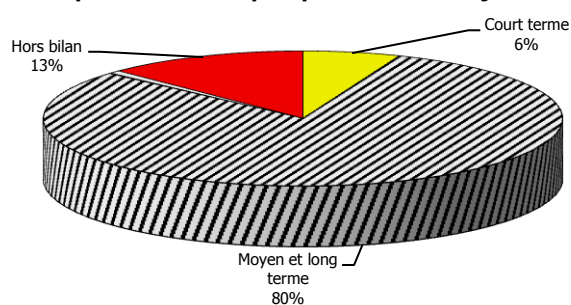


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

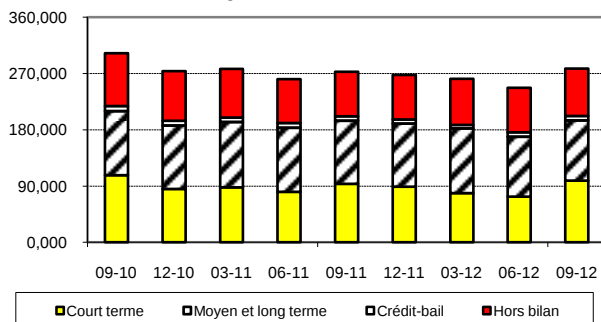


Répartition des risques par secteur à fin juin 2012

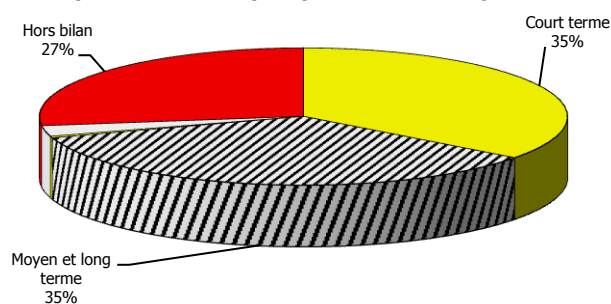


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

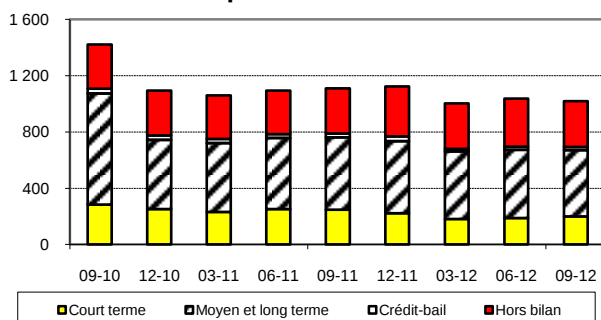


Répartition des risques par secteur à fin juin 2012

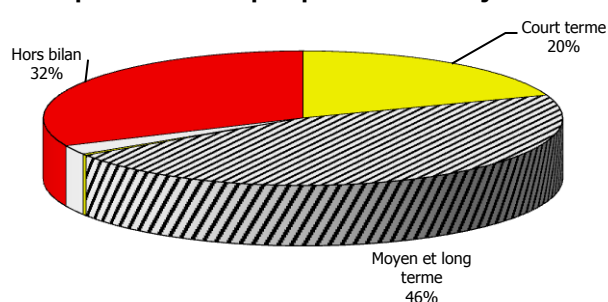


Risques bancaires sur le secteur de la construction

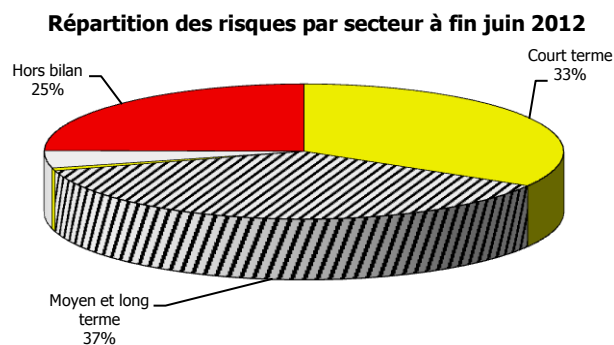
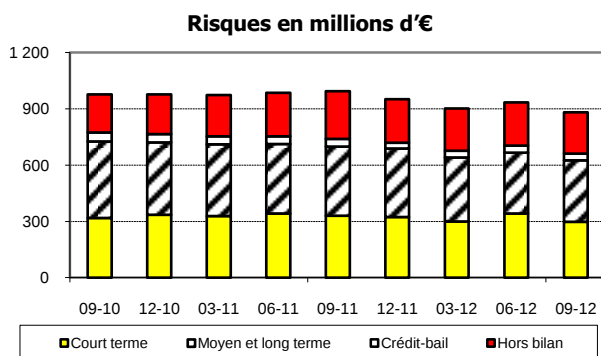
Risques en millions d'€



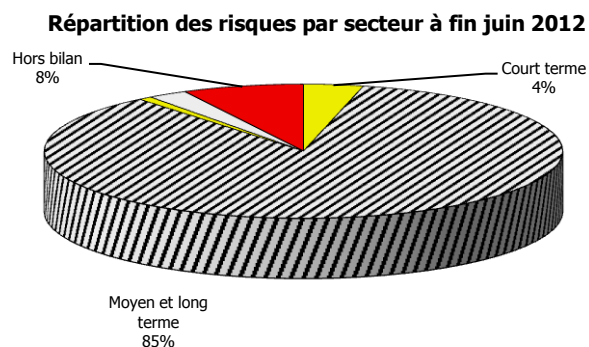
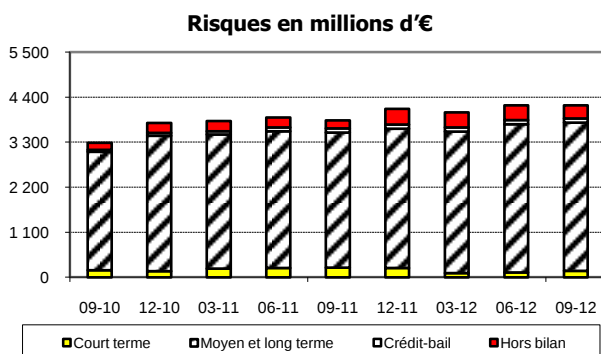
Répartition des risques par secteur à fin juin 2012



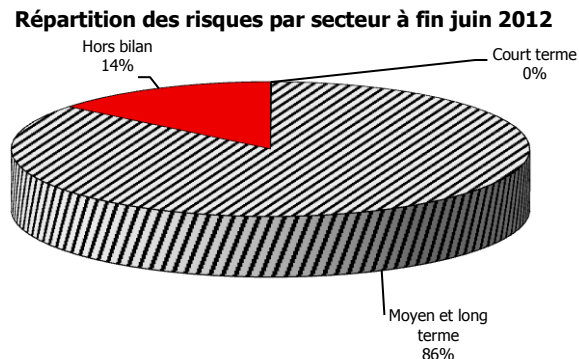
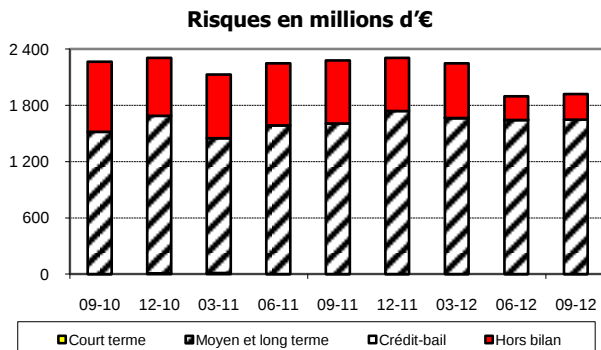
Risques bancaires sur le secteur du commerce



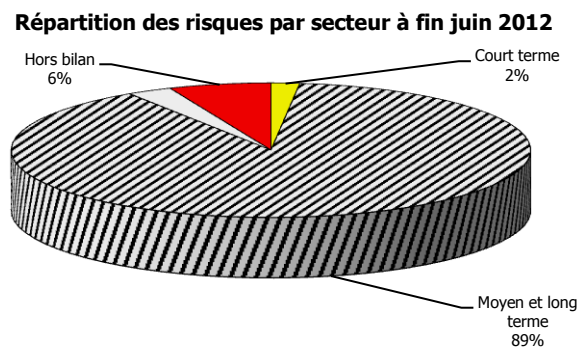
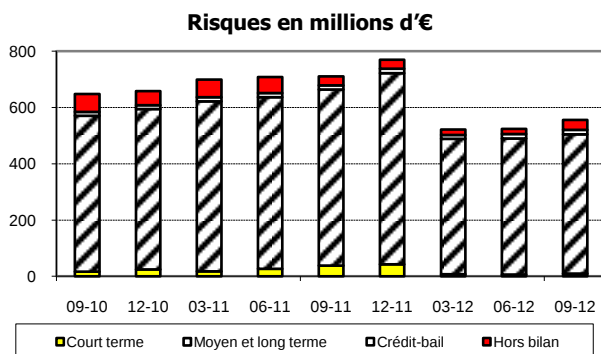
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

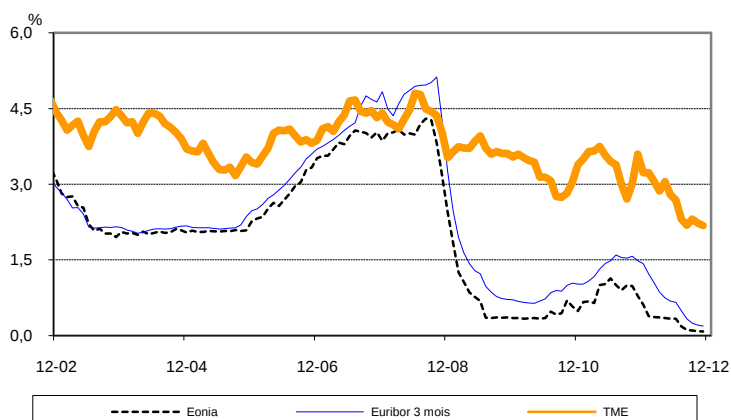
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (11/07/2012)	0,75%
Taux de la facilité de dépôt (11/07/2012)	0,00%
Taux de la facilité de prêt (11/07/2012)	1,50%

Taux de l'Epargne Réglementée (à compter du 1/08/2011)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
2,25%	2,25%	2,75%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	1,50%	

* Hors prime d'état

Taux d'intérêt légal	
Année 2011 (JO du 03/02/2011)	0,38%
Année 2012 (JO du 08/02/2011)	0,71%

6.2 Principaux taux de marché

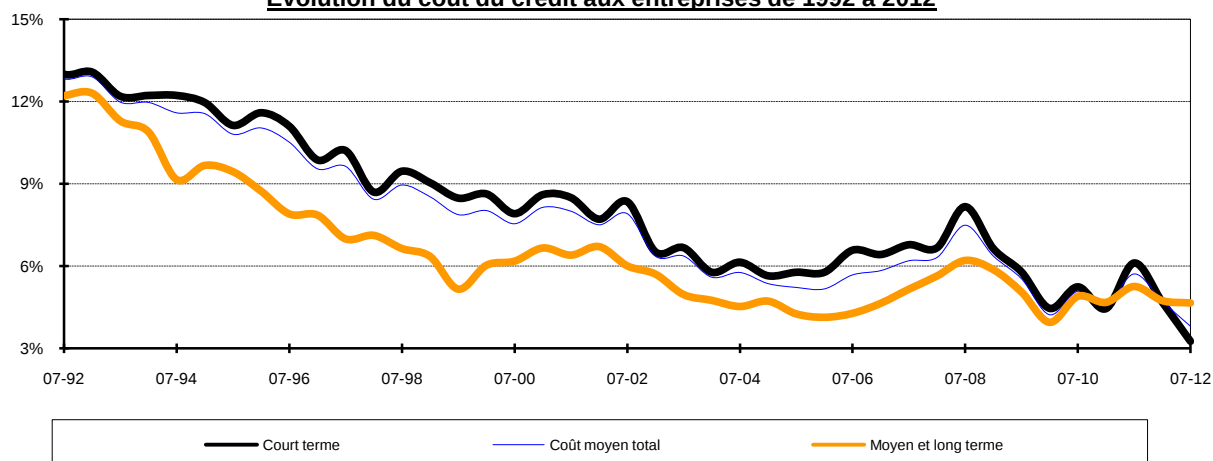


Principaux taux d'intérêt de marché					
Date / Taux	Eonia	Tibeur 3 mois	Tibeur 6 mois	Tibeur 12 mois	TME
nov-12	0,079%	0,192%	0,362%	0,589%	2,180%

6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés du coût du crédit aux entreprises													
	janv-06	juil-06	janv-07	juil-07	janv-08	juil-08	janv-09	juil-09	janv-10	juil-10	janv-11	juil-11	janv-12	juil-12
Court terme	5,78%	6,58%	6,43%	6,78%	6,67%	8,17%	6,64%	5,79%	4,46%	5,25%	4,45%	6,12%	4,69%	3,27%
. Escompte	5,56%	7,08%	5,69%	7,30%	6,58%	7,86%	6,71%	4,22%	4,28%	3,08%	3,55%	3,55%	5,13%	2,70%
. Découvert	6,06%	6,79%	7,67%	6,72%	6,96%	9,55%	7,22%	9,48%	6,11%	8,61%	6,96%	7,88%	4,84%	4,85%
. Autres CT	5,64%	5,71%	5,35%	6,36%	6,33%	6,67%	5,66%	3,46%	2,79%	3,51%	3,19%	6,55%	4,13%	2,26%
Moyen et long terme	4,13%	4,28%	4,64%	5,16%	5,64%	6,20%	5,87%	5,06%	3,95%	4,90%	4,68%	5,26%	4,74%	4,66%
Taux moyen pondéré global	5,16%	5,67%	5,83%	6,19%	6,31%	7,48%	6,36%	5,53%	4,22%	5,08%	4,57%	5,71%	4,71%	3,80%

Evolution du coût du crédit aux entreprises de 1992 à 2012



6.4 Taux effectifs pratiqués par les établissements de crédit (publiés trimestriellement au journal officiel)

Catégories de crédit		Taux effectifs pratiqués pendant le trimestre							
		3e t. 06	3e t. 07	3e t. 08	3e t. 09	3e t. 10	3e t. 11	2e t. 12	3e t. 12
Particuliers	Prêts immobiliers								
	- Prêts à taux fixe	4,62%	4,97%	5,52%	5,04%	4,20%	4,67%	4,77%	4,49 %
	- Prêts à taux variable	4,30%	5,04%	5,60%	4,59%	3,79%	4,21%	4,36%	4,23 %
	- Prêts relais	4,52%	4,90%	5,65%	4,94%	4,70%	4,71%	4,74%	4,42 %
	Autres prêts								
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros	15,40%	15,37%	15,82%	16,05%	15,99%	-	-	-
	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	6,40%	6,78%	7,33%	6,90%	6,11%	-	-	-
Personnes morales	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros	14,11%	14,85%	15,54%	15,15%	14,49%	-	-	-
	<u>Personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle</u>								
	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,87%	8,62%	8,51%	8,11%	6,79%	7,21%	6,76%	6,07 %
	- Prêts d'une durée supérieure à deux ans à taux variable	4,63%	5,63%	6,93%	4,37%	3,82%	4,14%	3,47%	3,07%
	- Prêts d'une durée supérieure à deux ans à taux fixe	4,88%	5,50%	6,11%	5,19%	4,34%	4,77%	4,65%	4,51%
	- Découvert en compte	10,50%	10,96%	10,63%	9,87%	10,19%	10,38%	10,15%	10,02 %
	- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,61%	7,29%	7,70%	4,65%	4,20%	4,77%	4,51%	4,36 %
Prof.	- Découverts en compte (*)	10,50%	10,96%	10,63%	9,87%	10,19%	10,38%	10,15%	10,02 %
	- Taux moyen pratiqué (TMP) pour les prêts aux entreprises	4,63%	5,63%	6,93%	4,37%	3,82%	4,14%	3,47%	3,07%

(*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6.5 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de							
		oct-06	oct-07	oct-08	oct-09	oct-10	oct-11	juil-12	oct-12
Particuliers	<u>Prêts immobiliers</u>								
	- Prêts à taux fixe	6,16%	6,63%	7,36%	6,72%	5,60%	6,23%	6,36%	5,99%
	- Prêts à taux variable	5,73%	6,72%	7,46%	6,12%	5,05%	5,61%	5,81%	5,64%
	- Prêts relais	6,03%	6,53%	7,53%	6,59%	6,27%	6,28%	6,32%	5,89%
	<u>Autres prêts</u>								
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros	20,53%	20,49%	21,09%	21,40%	21,32%	21,03%	20,25%	20,30%
	- Prêts personnels et autres prêts								
	* d'un montant inférieur à 1.524 euros	8,53%	9,04%	9,77%	9,20%	8,15%			
	* d'un montant compris entre 1.524 euros et 3.000 euros						12,76%	16,40%	17,67%
	* d'un montant compris entre 3.000 euros et 6.000 euros						11,65%	14,04%	14,84%
	* d'un montant supérieur à 6.000 euros						10,10%	11,23%	11,20%
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament								
* d'un montant inférieur à 1.524 euros	18,81%	19,80%	20,72%	20,20%	19,32%				
* d'un montant compris entre 1.524 euros et 3.000 euros						19,27%	19,24%	19,58%	
* d'un montant compris entre 3.000 euros et 6.000 euros						18,16%	16,88%	16,75%	
* d'un montant supérieur à 6.000 euros						16,62%	14,07%	13,11%	
Personnes morales	<u>Personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle</u>								
	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,49%	11,49%	11,35%	10,81%	9,05%	9,61%	9,01%	8,09%
	- Prêts d'une durée supérieure à deux ans à taux variable	6,17%	7,51%	9,24%	5,83%	5,09%	5,52%	4,63%	4,09%
	- Prêts d'une durée supérieure à deux ans à taux fixe	6,51%	7,33%	8,15%	6,92%	5,79%	6,36%	6,20%	6,01%
	- Découvert en compte	14,00%	14,61%	14,17%	13,16%	13,59%	13,84%	13,53%	13,36%
	- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	8,81%	9,72%	10,27%	6,20%	5,60%	6,36%	6,01%	5,81%
Prof.	- Découverts en compte (*)	14,00%	14,61%	14,17%	13,16%	13,59%	13,84%	13,53%	13,36%

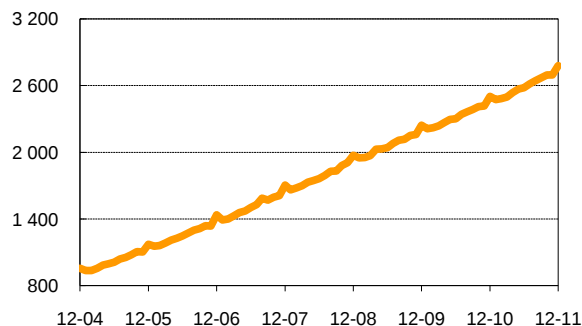
(*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

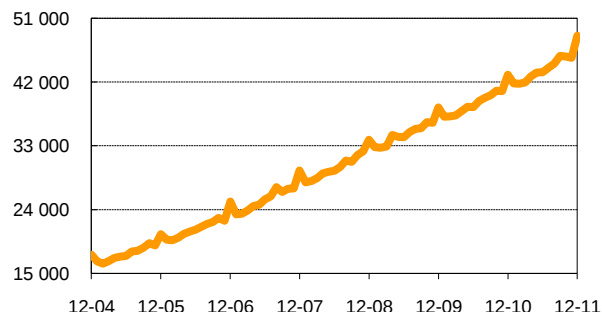
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin décembre 2011)

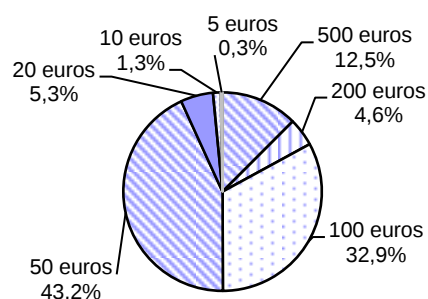
en valeur (en millions d'€)



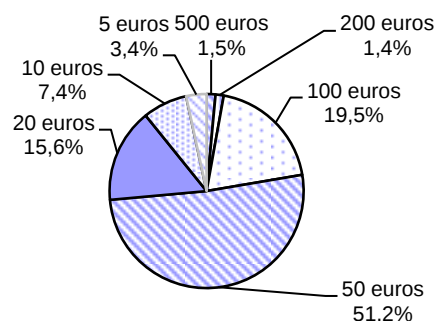
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur à fin août 2011



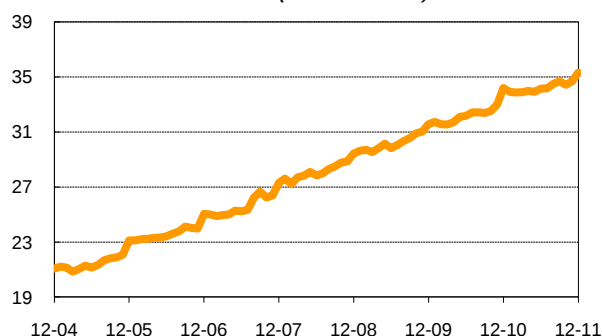
Répartition par quantité à fin août 2011



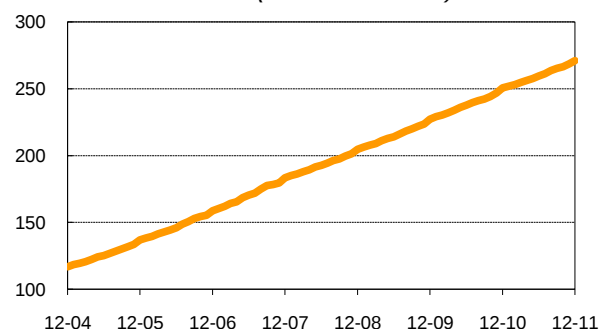
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin décembre 2011)

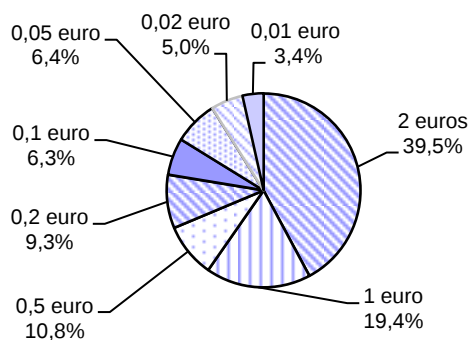
en valeur (en millions d'€)



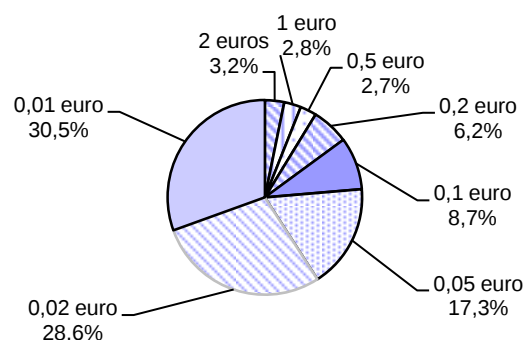
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin août 2011



Répartition par quantité à fin août 2011



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE
Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 21 décembre 2012
Dépôt légal N° 153 – décembre 2012
ISSN 0296-3116